

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Marché de travaux

Maîtrise d'ouvrage

Ministère des Armées

Service d'Infrastructure de la Défense Atlantique

Objet de l'accord-cadre : 8074

ACCORD CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRE À MARCHÉS SUBSÉQUENTS POUR LA RÉALISATION
DE DÉCONSTRUCTION SUR LES SITES DE LA BASE DE DÉFENSE DE BREST-LORIENT HORS
LIVRES 3 et 5 de la 2^{ème} partie du code de la commande publique.

TABLE DES MATIERES

1.	Dispositions générales	7
1.1.	Objet et localisation des travaux	7
1.2.	Intervenants à l'accord-cadre	7
1.2.1.	Représentation du maître d'ouvrage	7
1.2.2.	Conducteur d'opération	7
1.2.3.	Maîtrise d'œuvre	7
1.2.4.	Titulaires de l'A-C	7
1.2.5.	Contrôle technique	7
1.2.6.	Coordination SPS	8
1.2.7.	Assistance technique au maître d'ouvrage	8
1.2.8.	Autres intervenants	8
1.2.9.	Travaux sur site pyrotechnique	8
1.2.10.	Travaux sur d'autres sites du SID ATL	8
1.3.	Caractéristiques de l'accord cadre	8
1.3.1.	Généralités	8
1.3.2.	Durée de l'accord-cadre	8
1.3.3.	Allotissement	9
1.3.4.	Tranches Optionnelles	9
1.3.5.	Clause d'exclusivité – Limites de prestations	9
1.3.6.	Dispositions des marchés subséquents	9
1.3.7.	Exclusion de titulaire(s) de l'accord-cadre	9
1.3.8.	Exécution concomitante	9
2.	Pièces contractuelles	10
2.1.	Pièces particulières :	10
2.2.	Pièces générales :	10
2.3.	Pièces contractuelles des marchés subséquents	10
2.4.	Mémoire technique	11
2.5.	Conformité des documents contractuels	11
3.	Modalités de communication	11
3.1.	Forme de communication	11
3.2.	Ordres de Service	11
3.3.	Documentation remise par le titulaire	12
3.4.	Communication de fichiers « lourds » sur plateforme dématérialisée	12
3.5.	Convocations des titulaires	12
4.	MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	12
4.1.	Procédure de consultation des marchés subséquents	12
4.1.1.	Envoi d'un dossier de consultation	12
4.1.2.	Échanges durant la procédure	13
4.1.3.	Contenu des offres relatives à un marché subséquent	13
4.1.4.	Modalités de remise des plis	13
4.2.	Procédure de jugement des offres des marchés subséquents	14
4.2.1.	Recevabilité administrative	14
4.2.2.	Appréciation des offres	14
4.2.3.	Contrôle de régularité des offres	14
4.2.4.	Rappel des critères éliminatoires	14
4.2.5.	Précisions sur les offres irrégulières	14
4.2.6.	Chiffrage à prix zéro	14
4.2.7.	Critères de sélection des offres	15
4.2.8.	Méthodologie d'attribution des notes	15
4.2.9.	Rectification de l'annexe financière de l'AE	16
4.3.	Négociation	16
4.3.1.	Principe régissant la négociation	16
4.3.2.	Déroulement de la négociation	17
4.3.3.	Précisions sur les conditions de la négociation	17
4.4.	Conclusion de la procédure	17
4.4.1.	Attribution	17
4.4.1.	Mise au point	18
4.4.2.	Cas de consultations infructueuses	18
4.4.3.	Exclusion de titulaire(s) des remises en concurrence de l'Accord-Cadre	18

5.	Prix et règlement des comptes	18
5.1.	Avance.....	18
5.1.1.	Avance au titulaire	18
5.1.2.	Modalités de calcul de l'avance	18
5.1.3.	Avance au sous-traitant	18
5.1.4.	Modalités de paiement et de remboursement	19
5.2.	Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages	19
5.2.1.	Forme et contenu des prix	19
5.2.2.	Facilités accordées au titulaire	20
5.3.	Variation des prix.....	21
5.3.1.	Mois d'établissement des prix du marché.....	21
5.3.2.	Mode de variation des prix.....	21
5.3.3.	Modalités de calcul de variation des prix.....	21
5.3.4.	Régime de variation des indemnités, pénalités et retenues	21
5.3.5.	Variation provisoire	21
5.3.6.	Application de la TVA	22
5.4.	Paiement et règlement des comptes.....	22
5.4.1.	Généralités.....	22
5.4.2.	Demandes de paiement.....	22
5.4.3.	Établissement des états d'acompte	22
5.4.4.	Demande de paiement final.....	22
5.4.5.	Délais de paiement	23
5.4.6.	Rémunération sur approvisionnement.....	23
5.4.7.	Paiement des groupements et des sous-traitants	23
5.5.	Prestations supplémentaires ou modificatives, exécution complémentaire.....	24
5.5.1.	Prix des Prestations supplémentaires ou modificatives	24
5.5.2.	Augmentation du montant des travaux	24
5.5.3.	Retenue de garantie	25
6.	Délais.....	25
6.1.	Délais d'exécution des marchés subséquents	25
6.1.1.	Généralités.....	25
6.1.2.	En cas de visite préalable de prévention.....	25
6.2.	Prolongation des délais d'exécution.....	25
6.3.	Prolongation des délais d'exécution.....	25
6.4.	Délai de remise des documents fournis après exécution	26
7.	Réalisation des ouvrages	26
7.1.	Obligations du titulaire	26
7.1.1.	Titulaire	26
7.1.2.	Obligation de conseil	27
7.1.3.	Obligation d'information	27
7.1.4.	Obligation de résultat.....	27
7.1.5.	Connaissances acquises	28
7.2.	Implantation des ouvrages	28
7.2.1.	Piquetage général.....	28
7.2.2.	Piquetage spécial	28
7.3.	Préparation, exécution et coordination des travaux	28
7.3.1.	Période de préparation de l'accord-cadre	28
7.3.2.	Période de préparation du marché subséquent	28
7.3.3.	Plans d'exécution, notes de calcul, études de détail	29
7.3.4.	Documents à fournir après exécution	29
7.3.5.	Organisation, sécurité et protection de la santé lors de l'exécution des bons de commande	29
7.4.	Réunions et visites de chantier	32
7.4.1.	Visites de chantier	32
7.4.2.	Réunions de chantier.....	32
7.4.3.	Mesures de limitation des nuisances de chantier.....	32
8.	Réception, GARANTIES et ASSURANCES	34
8.1.	Réception des marchés subséquents	34
8.2.	Prise de possession avant l'achèvement des travaux	34
8.3.	Mise à disposition temporaire	34
8.4.	Repliement des installations de chantier et remise en état.....	34

8.5.	Garantie de parfait achèvement.....	35
8.6.	Mesures conservatoires	35
8.7.	Assurance	35
8.8.	Responsabilité	36
9.	Pénalités et retenues.....	37
9.1.	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux	37
9.2.	Autres pénalités.....	37
9.2.1.	Lutte contre le travail dissimulé	37
9.2.2.	Non-respect de l'obligation d'insertion par l'activité économique	37
9.2.3.	Manque d'assiduité aux réunions de chantier	37
9.2.4.	Inobservation des mesures de sécurité	37
9.2.5.	Violation des consignes relatives aux déchets de chantier	38
9.2.6.	Non-respect du délai de transmission des demandes de contrôle primaire et biodata.....	38
9.2.7.	Non-respect des exigences de sécurité pour la présentation d'un sous-traitant.....	38
9.2.8.	Pénalités pour sanctionner le retard/défaut de remise de documents	38
9.2.9.	Manquement aux obligations de propreté	38
9.2.10.	Gestion-Élimination-Traitement des déchets-Retenue provisoire et pénalité forfaitaire pour non remise des justificatifs	39
9.3.	Cumul et plafonnement	39
10.	Confidentialité, mesures de sécurité	40
10.1.	Protection des documents « diffusion restreinte »	40
10.2.	Protection du secret	40
10.2.1.	Définition et régime applicable.....	40
10.2.2.	Obligations du titulaire	40
10.2.3.	Règles relatives à la sous-traitance	41
10.3.	Protection de l'activité en zones militaires (Généralités)	41
10.4.	Protection de l'activité en zones militaires (Si marché exécuté au sein de la BNB)	41
10.4.1.	Mesures de sécurité relatives à l'accès au site	41
10.4.2.	Mise en œuvre	41
10.4.3.	Contrôle	42
10.5.	Protection de l'activité en zones militaires (Si marché exécuté dans une Base aéronavale)	42
10.5.1.	Mesures de sécurité relatives à l'accès au site	42
10.5.2.	Mise en œuvre	42
10.5.3.	Contrôle	43
10.6.	Protection des données à caractère personnel	43
11.	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	43
12.	Clauses sociales et environnementales	44
12.1.	Clauses sociales	44
12.1.1.	Généralité	44
12.1.2.	Publics éligibles	44
12.1.3.	Objectif d'insertion	45
12.1.4.	Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.....	45
12.1.5.	Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales	45
12.1.6.	Modalités de contrôle de l'action d'insertion	46
12.1.7.	Évaluation de l'action d'insertion professionnelle	46
12.2.	Clauses environnementales	47
12.2.1.	Utilisation de bois certifié	47
12.2.2.	Certificats d'Economies d'Energie (CEE)	47
12.2.3.	Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)	47
12.3.	Présentation des livrables.....	47
13.	Coordination des activités du site.....	47
14.	Propriété Intellectuelle	47
15.	CLAUSES INCITATIVES : ACHATS RESPONSABLES AU SEIN DU MINISTERE DES ARMEES	47
15.1.	Incitation à la démarche de certification « relations fournisseurs responsables (RFR) » et de labellisation « relations fournisseurs et achats responsables (RFAR)	47
15.2.	DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION	48
16.	Différends et litiges	49
16.1.	Décompte général refusé ou avec réserves.....	49
16.2.	Mémoire en réclamation	49
16.3.	Droit applicable	49

16.4.	Mission ministérielle PME/PMI	50
17.	Dispositif de vigilance avec « e-Attestation »	51
17.1.	Présentation du dispositif « e-Attestation »	51
17.2.	Document à produire	51
18.	Résiliation de L'accord-cadre ou du marché subséquent	51
19.	Dérogations au CCAG Travaux.....	53

Annexes

N° d'annexe	Intitulé de l'annexe	Article du CCAP en référence
1	Modèles types formulaires DC4 Rang 1 et 2	
2	Conditions d'accès aux différents sites	0
3	Déclaration individuelle pour marchés sensibles	0
4	Fiche de renseignements pour EAPM	10.2
5	Guide trame SOGED	12.2.4
6	SOGED SID ATL(Excel)	12.2.3
7	Guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant sur SUBCLIC	5.5.7

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet et localisation des travaux

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents relatif à la réalisation de déconstruction sur le périmètre de tous les sites de la base de défense de Brest-Lorient **hors** livres 3 et 5 de la 2^{ème} partie du code de la commande publique.

La revalorisation éventuelle des déchets par les domaines (DNID) est intégrée dans le CCAP de l'A-C, et sera déclinée si nécessaire dans chaque marché subséquent.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. Intervenants à l'accord-cadre

1.2.1.Représentation du maitre d'ouvrage

Le directeur de l'établissement du service d'infrastructures de la Défense Atlantique (SID ATL) est Maître d'ouvrage au titre de l'exécution du présent accord-cadre.

Conformément à [l'article 3.3 du CCAG Travaux](#), il désignera à cet effet, dès la notification de l'accord-cadre et des marchés subséquents les personnes physiques habilitées à le représenter et les délégations de signature qui leur seront accordées.

1.2.2.Conducteur d'opération

Un conducteur d'opération pourra être désigné à chaque marché subséquent.

1.2.3.Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre pourra être réalisée en externe ou interne au maître d'ouvrage. Elle sera précisée pour chaque marché subséquent.

1.2.4.Titulaires de l'A-C

Les caractéristiques des éventuels groupements sont précisées à l'acte d'engagement concerné de l'accord-cadre.

Pour chaque marché subséquent, lors la remise de son offre, le titulaire doit désigner une personne physique, chargée d'assurer la coordination effective de toutes les études, le suivi des travaux et le suivi financier entrant dans ses obligations. Le titulaire sera l'interlocuteur privilégié du conducteur d'opérations.

Cette personne ou son représentant dûment accrédité doit assister à toutes les réunions de coordination au rythme et aux conditions précisées par le cahier des clauses techniques particulières du présent marché.

En complément de [l'article 3.4.2 du CCAG Travaux](#), tout remplacement est soumis au visa du conducteur d'opération avec préavis d'un mois. L'absence de visa express par le CO à l'échéance du délai vaut visa tacite du CO, si les modalités de communications de [l'article 3 du présent CCAP](#) ont été respectées. En cas de refus, le titulaire dispose de 15 jours pour faire une nouvelle proposition. En cas de refus, la décision du C.O est motivée.

De plus, lors de l'exécution d'un marché subséquent, toute modification relative à la composition de l'équipe de projet (CV, titres, diplômes), à l'organisation humaine (chef de projet, organigramme, fonction des membres du projet) et matérielle (moyens de communication entre membres, avec la maîtrise d'ouvrage, avec le contrôleur technique et le coordonnateur SPS) sera soumise à l'approbation préalable du conducteur d'opération et notifié par communication.

1.2.5.Contrôle technique

La présence d'un contrôleur technique et les missions lui étant affectées sera précisée dans les marchés subséquents.

1.2.6.Coordination SPS

L'exécution de certains marchés subséquents peut impliquer l'intervention d'un coordonnateur SPS dans des cas particuliers. Le nom du coordonnateur SPS est mentionné dans les marchés subséquents concernés.

1.2.7.Assistance technique au maître d'ouvrage

Pour l'exécution des marchés subséquents, le maître d'ouvrage peut s'entourer d'un ou plusieurs assistants. Le titulaire doit faciliter les missions des assistants et répondre aux questions posées par ces derniers en interface avec le représentant de l'acheteur. Le titulaire tient par ailleurs compte des avis qu'ils émettent et prend en compte les remarques dans le cadre de sa mission et de la reprise de ses livrables.

1.2.8.Autres intervenants

Les autres intervenants pouvant intervenir sur le périmètre géographique et technique du présent accord-cadre seront les suivants :

- Les exploitants et utilisateurs de l'ensemble des sites.
- Les personnels de régie du maître d'ouvrage.

1.2.9.Travaux sur site pyrotechnique

Toute personne intervenant en zone pyrotechnique devra recevoir une formation relative au site. Cette formation est assurée par le service utilisateur du site sur RDV (durée estimée à environ 2 heures).

1.2.10. Travaux sur d'autres sites du SID ATL

En cas de règles spécifiques, celles-ci seront jointes et précisée dans le marché subséquent concerné.

1.3. Caractéristiques de l'accord cadre

1.3.1.Généralités

Le marché est un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents **sans montant minimum et avec un montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre précisé à la page de garde de l'acte d'engagement** au sens des [articles R.2162-1 à R.2162-6 du code de la commande publique](#).

L'accord-cadre est dit « **multi-attributaires** », il est attribué à **quatre (4)** opérateurs économiques.

Des marchés, appelés « marchés subséquents », peuvent être notifiés sur la base de l'accord-cadre au moment de la survenance du besoin, après remise en concurrence des titulaires dans les conditions prévues à l'[article 4 du présent document](#).

Les titulaires de l'accord-cadre sont engagés sur leur capacité à réaliser des travaux, objet de l'accord-cadre.

1.3.2.Durée de l'accord-cadre

La durée initiale de l'accord-cadre, pendant laquelle pourront être passés des marchés subséquents, est définie dans l'acte d'engagement.

L'accord-cadre est ensuite reconduit tacitement, sans que la durée totale de l'accord-cadre puisse excéder la durée maximale définie dans l'acte d'engagement.

Le maître d'ouvrage, ou son représentant, peut faire part de sa décision de dénoncer l'accord-cadre au moins trois (3) mois avant la fin de la période en cours.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité en cas de non reconduction de l'accord-cadre.

Une fois le montant maximum atteint, l'accord-cadre n'est plus valide. La notification des marchés subséquents cessera et ce même si la durée maximum de validité de l'accord-cadre n'est pas arrivée à terme. La personne habilitée à représenter le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de notifier des marchés subséquents avant

le terme de la dernière période en cours du marché dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la date de fin de cette période, quel que soit la durée d'exécution des marchés subséquents, si ceux-ci sont notifiés avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

1.3.3.Allotissement

Sans objet.

1.3.4.Tranches Optionnelles

Sans objet.

1.3.5.Clause d'exclusivité – Limites de prestations

Le présent accord-cadre comporte l'engagement du maître d'ouvrage de consulter exclusivement, pour la réalisation des prestations couvertes par l'accord-cadre, les titulaires désignés.

Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'organiser des nouvelles procédures d'achat avec mise en concurrence pour des prestations n'entrant pas dans l'objet du présent accord-cadre ou dans les cas suivants :

- Prestations correspondant à des « urgences opérationnelles »
- Opérations globales impliquant d'autres corps d'état
- Procédés de déconstruction complexes non compris dans le périmètre du présent accord-cadre (démolition à l'explosif par exemple)
- Marché subséquent de défense ou de sécurité ou comportant un niveau de classification non compatible avec celui du présent accord-cadre

Dans les cas définis ci-dessus, le titulaire du présent accord-cadre ne peut réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit lorsque le maître d'ouvrage décide de recourir à une procédure d'achat avec mise en concurrence adaptée à l'importance des prestations.

1.3.6.Dispositions des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus après consultation des titulaires de l'accord-cadre suivant les modalités prévues à l'article 4 ci-dessous.

Chacun des marchés subséquents a pour objet de confier au titulaire les prestations définies dans l'objet de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents passés sur la base de l'accord-cadre sont des documents écrits qui précisent, entre autres, les opérations de travaux auxquelles sont soumis ces marchés ainsi que le prix des prestations, les délais, et tous éléments qui n'ont pas été précisés dans l'accord-cadre.

Les marchés subséquents notifiés pendant la période de validité de l'accord-cadre sont exécutés jusqu'à leur terme.

1.3.7.Exclusion de titulaire(s) de l'accord-cadre

En cas de manquements répétés d'un titulaire à ses obligations contractuelles, lors de l'exécution d'un marché subséquent et/ou en cas de trois (3) non-réponses aux marchés subséquents, l'autorité signataire de l'accord-cadre se réserve la possibilité d'exclure ce titulaire de l'accord-cadre, après mise en demeure. Dans ce cas, aucune indemnité ne lui sera versée.

1.3.8.Exécution concomitante

L'exécution concomitante de plusieurs marchés subséquents du présent accord-cadre est possible.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation au 4.1 du CCAG Travaux, l'accord-cadre est régi par les documents ci-après cités par ordre de priorité décroissante.

2.1. Pièces particulières :

1. L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes.
2. Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** et ses annexes.
3. Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** et ses annexes. Les spécifications non portées au CCTP, mais inscrites sur les plans contractuels fournis par l'administration ont même valeur que celles des CCTP. En cas de contradiction entre les pièces écrites du CCTP et les plans, les dispositions des pièces écrites prévalent. En cas de contradiction entre plusieurs plans, la priorité sera accordée aux plans dressés à la plus grande échelle.

2.2. Pièces générales :

4. Le **Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés publics de travaux** approuvé par [arrêté du 30 mars 2021](#).
5. Les fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil lors de la notification du marché.
6. Les documents techniques unifiés dont la liste est publiée dans les e-Cahiers du CSTB, en vigueur à la date de notification du marché.
7. Les différents documents techniques, normes et recommandations professionnelles citées dans le CCTP et ses annexes.
8. [L'arrêté du 19 mai 2020](#) relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

2.3. Pièces contractuelles des marchés subséquents

Les documents régissant les marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre sont par ordre de priorité croissante. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles :

- les documents relatifs à l'accord-cadre énoncés aux articles [2.1 et 2.2 du présent CCAP](#) ;
- l'acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes de prix ;
- le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) relatif au marché subséquent et ses annexes éventuelles ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) relatif au marché subséquent et ses annexes éventuelles ;
- le cas échéant le programme spécifique du marché subséquent et ses annexes
- les différents documents techniques, normes et recommandations professionnelles citées dans le CCTP du marché subséquent et dans ses annexes ;
- toutes autres pièces contractuelles nécessaires au marché subséquent ;

Les spécifications non portées au CCTP, mais inscrites sur les plans contractuels fournis par l'administration ont même valeur que celles des CCTP.

Les marchés subséquents ne pourront pas apporter de modifications substantielles aux termes fixés par le présent accord-cadre.

En cas de contradiction entre les pièces graphiques et les pièces écrites, la priorité est donnée aux pièces écrites.

En cas de contradiction entre plusieurs plans, la priorité est donnée au plan dressé à la plus grande échelle.

L'exemplaire original des pièces contractuelles est conservé dans les archives du maître de l'ouvrage et fait seul foi.

2.4. Mémoire technique

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, le mémoire technique de chaque marché subséquent ne sera pas contractualisé. Cependant le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de rendre contractuel tout ou partie du mémoire technique.

2.5. Conformité des documents contractuels

Tous les documents faisant partie de l'accord-cadre et les futurs marchés subséquents sont réputés cohérents entre eux et complémentaires dans leur ordre de prévalence. L'absence d'énumération d'une annexe au titre du présent article n'a pas pour effet de la rendre inopposable dès lors qu'un document contractuel y renvoie. Le titulaire a l'obligation de vérifier la documentation mise à sa disposition et de signaler au maître d'ouvrage dès qu'il en a connaissance, les erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par l'homme de l'art (voir également les dispositions de l'article 7.1 du présent CCAP).

Si, en cours d'exécution d'un marché subséquent, le titulaire détecte des manques, omissions, erreurs, imprécisions ou incohérences entre des courriers échangés et ce marché, il est de sa responsabilité d'informer immédiatement le maître d'ouvrage de ces manques, omissions, erreurs, imprécisions ou incohérences, sans qu'il puisse s'en prévaloir à défaut.

Pour rappel, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents transmis par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre ou à un marché subséquent. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1. Forme de communication

Les communications d'informations entre le titulaire, d'une part, le maître d'œuvre, le représentant du maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage d'autre part, sont faites dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 3.1 du CCAG Travaux.

La notification au titulaire des décisions ou informations du SID ATL qui font courir un délai, est faite :

- Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- Soit par voie postale, en courrier recommandé avec accusé de réception, adressés en deux exemplaires au titulaire, qui renvoie immédiatement au maître d'ouvrage l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu ;
- Soit par échanges dématérialisés, le titulaire renvoie immédiatement un courriel attestant la bonne réception de la décision ou de l'information, avec en pièce jointe la/les document(s) qu'il a reçu(s).

La date de référence prise en compte pour le décompte des délais de réponse ou de traitement de ces informations, est la date de notification (date de réception) des décisions et des informations transmises dans les conditions prévues au présent article.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Les parties conviennent qu'en cas de conflit entre un écrit sur support papier et un écrit sur support électronique, l'écrit sur support papier prévaut.

Le titulaire du marché subséquent est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du titulaire est donc inopposable au maître d'ouvrage.

Avant le démarrage du marché, le titulaire transmet au représentant du maître d'ouvrage les adresses électroniques sur lesquelles les ordres de service lui sont adressées (adresse fonctionnelle, du chargé d'affaires...). Le titulaire s'engage à consulter quotidiennement ces adresses pour s'informer des éventuelles évolutions.

3.2. Ordres de Service

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service doivent être écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre qui les adresse au titulaire.

Conformément au [3.8.1 du CCAG de travaux](#) ; à l'exception des décisions en terme de délais d'exécution, de durée et de montant des travaux qui sont soumises notamment aux dispositions de [l'article 5.5.2 du présent CCAP](#), le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les Ordres de Service à destination du titulaire.

Conformément à [l'article 3.8.2 du CCAG](#), dans le cas où le titulaire souhaite émettre des observations sur un ordre de service, ce dernier devra les notifier dans un délai de quinze (15) jours au maître d'œuvre avec copie au maître d'ouvrage.

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Le mandataire ou le titulaire est seul qualifié pour présenter des observations. Les éventuels cotraitants ou sous-traitants ne peuvent présenter d'observations.

3.3. Documentation remise par le titulaire

En l'absence de dispositions particulières du marché, les documents, dont la livraison est prévue au marché, ainsi que ceux réalisés dans le cadre de l'exécution du marché, sont rédigés par le titulaire, ses fournisseurs et ses sous-traitants, en langue française.

Ces documents sont remis au conducteur d'opération, ou son représentant, en format papier, et en numérique au format natif et en format PDF. Le nombre et les dénominations des fichiers PDF et natifs sont identiques

3.4. Communication de fichiers « lourds » sur plateforme dématérialisée

La transmission de fichiers « lourds » entre les deux parties est effectuée via la plateforme dématérialisée « France Transfert ». Cette plateforme de stockage, accessible sur <http://francetransfert.numerique.gouv.fr>, permet de partager des fichiers volumineux avec le titulaire (extérieur au MINARM) préalablement invité sur l'application.

Les documents protégés par les mentions « diffusion restreinte » devront être crypté (ACID ou ZED !pro), conformément aux [articles 10.1 du présent CCAP](#).

Le titulaire notifiera au maître d'ouvrage la disponibilité des éléments déposés sur la plateforme par courrier électronique.

3.5. Convocations des titulaires

Les intervenants désignés à [l'article 1.2.4](#) se rendent dans les bureaux du maître de l'ouvrage ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis. Ils sont accompagnés, s'il y a lieu, de leurs sous-traitants.

4. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

4.1. Procédure de consultation des marchés subséquents

La passation des marchés subséquents est effectuée après remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre lors de la survenance du besoin, sur tout ou partie des travaux, objet de l'accord cadre.

4.1.1. Envoi d'un dossier de consultation

La remise en concurrence est effectuée sur la base d'un dossier de consultation adressé par voie électronique (Plate-Forme des Achats de l'Etat, PLACE).

Le dossier de consultation est constitué :

- d'une lettre de consultation ;
- du Règlement de la Consultation et ses annexes (EPF/BPU/DE) ;
- de l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cas échéant d'un programme fonctionnel.

Ces documents sont la propriété de l'État. Les informations communiquées par le maître d'ouvrage ne peuvent être utilisées à d'autres fins que l'élaboration d'une réponse à la procédure de passation du marché.

Les documents de la consultation précisent en particulier :

- Les prestations objet du marché subséquent et le lieu d'exécution ;
- La durée prévisionnelle du marché subséquent ;
- Les modalités particulières d'établissement de l'offre, en complément des prescriptions de l'article 4.1.3 du présent CCAP ;
- La date limite de remise des offres ;
- La durée de validité des offres. En l'absence de mention, la durée de validité des offres est de **six (6) mois**.

4.1.2.Échanges durant la procédure

Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent exclusivement par voie électronique.

Le titulaire s'assure que la définition technique du besoin est claire et complète et sollicite par écrit, le cas échéant, les compléments d'information nécessaires, **sept (7) jours calendaires** au plus tard avant la date limite de dépôt des offres. Toute question devra parvenir au Représentant du maître d'ouvrage via PLACE (www.marches-publics.gouv.fr).

La réponse aux demandes de compléments d'information formulées en temps utile par le titulaire, est envoyée **quatre (4) jours ouvrés** au plus tard avant la date limite fixée pour la réception de l'offre. Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le candidat ne pourra s'en prévaloir pour faire repousser les délais de remise des candidatures et des offres.

Les questions et les réponses de la personne publique, si elles intéressent l'ensemble des soumissionnaires, seront portées à leur connaissance sous forme écrite par mise en ligne sur la PLACE. Les candidats souhaitant être informés de ces échanges durant la consultation devront s'être identifiés sur la PLACE lors du téléchargement du dossier de consultation.

4.1.3.Contenu des offres relatives à un marché subséquent

Le pli contient tous les documents et renseignements demandés au titre de l'offre.

L'ensemble des documents devra être impérativement rédigé en langue française. Si certains documents ne pouvaient être transmis en langue française, il est demandé qu'ils soient accompagnés d'une traduction en français.

Le titulaire adresse une proposition technique et financière sur la base des documents transmis, à l'adresse et selon les modalités indiquées dans la lettre de consultation. Cet envoi comprend au minimum :

- L'Acte d'Engagement du marché subséquent et son annexe de prix ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)¹ relatif au marché subséquent et ses annexes éventuelles : cahier à accepter sans aucune modification ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)¹ du marché subséquent : cahier à accepter sans aucune modification ;
- Toute autre pièce contractuelle nécessaire au stade du marché subséquent ;
- Le mémoire technique du titulaire relatif au marché subséquent de l'opération considérée.

Il est précisé qu'aucune modification ou réserve ne doit être apposée sur les documents proposés par l'administration, sous peine d'entraîner le rejet de l'offre.

Le cas échéant, les candidats formuleront leurs observations sur un document distinct sans que ces observations puissent remettre en cause les documents de la consultation. L'éventuelle acceptation de ces propositions sera prise en compte par une modification des documents de la consultation dans le cas d'une procédure négociée.

4.1.4.Modalités de remise des plis

Les offres sont déposées par voie électronique sur le portail achat (PLACE), avant la date limite de remise précisée dans la lettre de consultation du marché subséquent.

ATTENTION : Les plis parvenant après la date et l'heure limites seront refusés (quel que soit le mode d'acheminement choisi par le candidat).

¹ Dans l'hypothèse où le document ne serait pas joint à l'offre du candidat, il sera considéré que ce dernier l'a accepté. Lors de la notification, ce sont ces documents qui seront transmis au titulaire, à jour de leurs éventuelles mises au point.

4.2. Procédure de jugement des offres des marchés subséquents

4.2.1.Recevabilité administrative

Le Représentant du maître d'ouvrage fera procéder à l'ouverture des plis, les offres :

- parvenant après la date et l'heure limites fixées dans la lettre de consultation (heure de fin de dépôt du pli faisant foi), éventuellement reportée,
- ou non rédigées en langue française ou non accompagnées d'une traduction en français.

seront rejetées sans jugement sur le fond. Les candidats concernés seront informés de la décision et du/des motifs du rejet par courrier.

4.2.2.Appréciation des offres

Les dispositions du [chapitre 2 du titre 5 du livre 1 de la 2ème partie du Code de la commande publique](#), intitulé « Examen des offres » s'appliquent.

4.2.3.Contrôle de régularité des offres

Toute offre remise par le titulaire, qu'elle soit initiale, intermédiaire ou finale, est soumise au contrôle de régularité de l'acheteur.

4.2.4.Rappel des critères éliminatoires

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, notamment parce qu'elle est incomplète, ou qu'elle méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Les candidats doivent répondre à la totalité des exigences figurant dans le cahier des charges.

Conformément à l'[article R.2152-1 du Code de la commande publique](#) :

- les offres inappropriées sont éliminées avant démarrage de la négociation.
- les offres inacceptables et irrégulières peuvent être régularisées au cours de la négociation, sur demande de l'acheteur, à condition qu'elles soient régularisables.
- Les offres qui demeurent inacceptables ou irrégulières sont éliminées à l'issue des négociations.

Conformément à l'[article R. 2152-1 du Code de la commande publique](#), les offres irrégulières peuvent être régularisées sans négociation, sur demande de l'acheteur, à condition qu'elles soient régularisables et qu'elles n'entraînent pas la modification de caractéristiques substantielles de l'offre.

4.2.5.Précisions sur les offres irrégulières

Seront considérées comme irrégulières :

- les offres initiales ne comprenant pas l'ensemble des documents et renseignements demandés dans les documents de la consultation du marché subséquent,
- les offres qui ne seraient pas chiffrées dans tous leurs éléments,
- les offres non remises dans les délais indiqués dans la lettre de consultation,
- les offres qui ne sont pas accompagnées du certificat de visite, le cas échéant.

4.2.6.Chiffrage à prix zéro

Si le soumissionnaire souhaite proposer une prestation au prix de zéro euro, il doit l'indiquer clairement dans son offre. En conséquence, il doit renseigner la mention « 0€ » dans les documents financiers exigés et préciser dans le mémoire technique les motifs de ce montant.

Toute autre mention équivalente à 0 (« sans objet » ou un trait) entraîne l'irrégularité de l'offre.

4.2.7.Critères de sélection des offres

4.2.7.1. Pondération

Les offres qui n'auront pas été éliminées dans le cadre des paragraphes 4.2.1 et 4.2.2 ci-dessus seront évaluées en fonction des critères énoncés ci-dessous :

Critère 1 – Prix
70 %

Il est précisé que le critère prix sera apprécié par le montant inscrit à l'EPF/BPU/DE du marché subséquent et selon les critères énoncés au [paragraphe Méthodologie d'attribution des notes A](#) du présent document.

Critère 2 - Valeur technique
20 %

Il est précisé que le critère valeur technique sera apprécié selon les critères énoncés au [paragraphe Méthodologie d'attribution des notes B](#) du présent document en tenant compte du mémoire technique fourni par le candidat.

Critère 3 - Environnement
10 %

Il est précisé que le critère valeur technique sera apprécié selon les critères énoncés au [paragraphe Méthodologie d'attribution des notes - C](#) du présent document en tenant compte du mémoire technique fourni par le candidat.

4.2.8.Méthodologie d'attribution des notes

A - L'évaluation du prix se fera par la méthode suivante :

Note 1 sur 70 points = (Prix le plus bas / Prix de l'offre examinée) x (70).

B - L'évaluation de la valeur technique se fera par la méthode suivante :

1) Évaluation de la valeur technique de l'offre :

La valeur technique du candidat sera appréciée à partir du mémoire technique fourni pour chaque marché subséquent.

Les sous-critères du mémoire technique seront adaptés aux enjeux du marché subséquent.

2) Méthode de jugement

La note attribuée sera fonction de la complétude et de la pertinence des éléments fournis dans le mémoire technique.

3) Attribution de la note

Note 2 sur 20 points = (Nombre de points de l'offre technique évaluée / Nombre de points de l'offre technique la meilleure) x (20).

Nota : A l'issue de l'analyse des offres techniques, les candidats qui auront obtenu une note technique strictement inférieure à 1/3 des points ne seront pas retenus et les offres seront éliminées.

C - L'évaluation de la valeur environnementale se fera par la méthode suivante :

1) Évaluation de la valeur environnementale de l'offre :

La valeur environnementale du candidat sera appréciée à partir du volet environnement fourni pour chaque marché subséquent.

2) Méthode de jugement et attribution de la note

Les différentes méthodologies de jugement possibles de ce critère sont précisées ci-dessous. La méthodologie retenue sera précisée dans le règlement de la consultation de chaque marché subséquent.

Cas 1 : si absence de diagnostic déchet, évaluation sur :

- les exigences environnementales (descriptions des moyens / mis en place de mesure par le candidat au titre du MS),
- le livrable SOGED (pertinence des filières de transformation et de valorisation des déchets).

Note 3 sur 10 points = (Nombre de points de l'offre évaluée / Nombre de points de l'offre la meilleure) x (10).

Cas 2 : diagnostic déchet réalisé, évaluation sur

Possibilité n°1 : Notation sur la part de déchet ultime.

Le titulaire proposant le taux le plus bas obtient la meilleure note (10 point).

Note 3 sur 10 points = (Part de déchet ultime de l'offre évaluée / Part de déchet ultime de l'offre la meilleure) x (10).

Possibilité n°2 : Notation sur la part de valorisation

Le titulaire proposant le taux le plus haut obtient la meilleure note (10 point).

Note 3 sur 10 points = (Part de valorisation proposée de l'offre évaluée / Part de valorisation de l'offre la meilleure) x (10).

Possibilité n°3 : Notation sur la pyramide des déchets

En fonction de la répartition du traitement des déchets (réutilisation, recyclage, valorisation, enfouissement) et du SOGED proposé au stade de l'offre, des coefficients seront appliqués à chaque type de traitement.

Le titulaire obtenant le plus de point obtient la meilleure note (10 point).

Note 3 sur 10 points = (Nombre de point obtenu l'offre évaluée / Nombre de point obtenu de l'offre la meilleure) x (10).

D - L'évaluation globale de l'offre se fera par la méthode suivante :

Note offre (sur 100 points) = **Note 1** + **Note 2** + **Note 3**

4.2.9.Rectification de l'annexe financière de l'AE

En cas de contradiction dans l'offre d'un candidat :

- les erreurs de report, de multiplication ou d'addition contenues dans l'Annexe financière de l'AE seront rectifiées ;
- les indications de prix portées dans cette annexe financière prévaudront sur toutes autres indications de prix figurant dans l'offre.

Si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier les documents qui seraient erronées, pour les mettre en harmonie avec les prix correspondants faisant foi.

4.3. Négociation

Les marchés subséquents peuvent être négociés.

4.3.1.Principe régissant la négociation

Conformément à l'article R. 2161-17 du Code de la commande publique, la négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les titulaires.

L'acheteur ne peut donner aux titulaires des informations susceptibles de les avantager par rapport à d'autres. Il ne peut révéler aux autres titulaires des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un titulaire dans le cadre de la négociation, sans l'accord de celui-ci. Ne sont pas considérées comme solution proposée ou information confidentielle les demandes de compléments d'information sur les pièces du marché subséquent. De même pour tout questionnement pouvant avoir une conséquence directe ou indirecte sur les obligations contractuelles du marché subséquent, les réponses pourront être communiquées à l'ensemble des soumissionnaires.

De plus, si l'acheteur estime que la question posée et la réponse qui lui est apportée ne sont pas susceptibles de renseigner les concurrents sur le contenu de la proposition de l'auteur de la question, mais se rattache à des problèmes généraux, il se réserve le droit de divulguer la réponse à l'ensemble des titulaires.

4.3.2.Déroulement de la négociation

En cas de négociation, celle-ci se fera, si nécessaire, en plusieurs tours. Chaque tour se traduit pour les titulaires par :

- la remise d'une offre, sur la base de la dernière version du DCE du marché subséquent reçue, comprenant l'ensemble des livrables demandés ;
- la réalisation éventuelle d'une audition (ou de plusieurs auditions le cas échéant).

A l'issue de chaque tour une lettre est envoyée aux soumissionnaires afin de notamment :

- clarifier certains points évoqués et d'optimiser leur solution technique ;
- rendre en compte les remarques/questions de l'acheteur;
- négocier certains points de l'offre du candidat conformément au paragraphe 4.3.3 du présent règlement,
- indiquer la date de remise de la nouvelle offre.

Le DCE du marché subséquent sera éventuellement modifié par l'acheteur et transmis aux titulaires à cette occasion.

4.3.3.Précisions sur les conditions de la négociation

L'acheteur négocie avec les titulaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures, à l'exception des offres finales.

Cependant, sous réserve d'offres de qualité suffisante, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché subséquent sur la base des offres initiales. Dans ce cas, ces dernières seront considérées comme offres finales.

La négociation ne permet pas de modifier les caractéristiques principales du marché subséquent, telles que, notamment, son objet ou les critères de sélection des offres. La négociation pourra cependant porter sur :

- Le prix ou ses éléments : par exemple, le coût d'acquisition, le coût de stockage ou de transformation, le prix des accessoires, des pièces de rechange, des garanties, de l'entretien, du transport, etc. ;
- La quantité : la quantité nécessaire, la fréquence des commandes, la structure des remises accordées, etc. ;
- La qualité : la qualité, suffisante ou, au contraire, surestimée au regard des besoins, son incidence sur le prix, si le niveau de qualité demandé est modifié à la hausse ou à la baisse ;
- Le délai : l'incidence sur le prix des exigences en terme de délai, la part du transport et des formalités diverses, etc. ;

4.4. Conclusion de la procédure

4.4.1.Attribution

L'offre considérée comme économiquement la plus avantageuse est celle qui arrivera en première position après application des coefficients de pondération.

Le titulaire de l'accord-cadre dont l'offre est classée en première position se voit attribuer le marché subséquent.

L'acheteur notifie à tous les autres soumissionnaires le rejet de leur offre, par le biais de la messagerie de la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE).

Après signature de l'Acte d'Engagement par le Représentant de l'acheteur, le marché subséquent est notifié au titulaire du marché.

4.4.1.Mise au point

Le candidat retenu peut éventuellement être invité dans le cadre d'une mise au point à corriger des erreurs ou des anomalies évidentes quant à l'offre retenue ou quant aux composantes du marché. Les modifications apportées ne peuvent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre retenue ni le classement des offres.

La mise au point pourra être effectuée par le biais d'un formulaire OUV11 signé par l'attributaire et l'acheteur public et constitue une annexe à l'Acte d'Engagement.

4.4.2.Cas de consultations infructueuses

Si une consultation sur la base du présent accord cadre ne débouche sur aucune offre ou sur une offre inappropriée ou inacceptable, la personne publique pourra relancer une nouvelle procédure en dehors de l'accord cadre.

En cas d'absence répétée d'offres raisonnables, l'accord-cadre peut être résilié à l'égard du titulaire fautif, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnisation.

4.4.3.Exclusion de titulaire(s) des remises en concurrence de l'Accord-Cadre

En cas de manquements répétés du titulaire à ses obligations contractuelles, lors de l'exécution d'un marché Subséquent et notamment

- dans l'un des cas indiqués à l'[article 50.3 du CCAG Travaux](#),
- dans le cas où un titulaire s'abstient au moins trois (3) fois de **participer aux consultations** des marchés subséquents
- dans le cas où un titulaire s'abstient au moins trois (3) fois consécutivement de **déposer une offre**,

l'autorité signataire de l'accord cadre se réserve la possibilité d'exclure définitivement le titulaire des remises en concurrence.

Aucune indemnité ne lui sera versée.

5. PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

5.1. Avance

5.1.1.Avance au titulaire

À chaque marché subséquent une avance est accordée au mandataire en application des [articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du code de la commande publique](#).

À défaut de précision dans l'Acte d'Engagement du marché subséquent, le titulaire est réputé accepter le bénéfice de l'avance.

5.1.2.Modalités de calcul de l'avance

Le montant de l'avance est calculé en application des [articles R. 2191-7 à R. 2191-10 du code de la commande publique](#).

Le montant de l'avance est fixé :

- si le délai d'exécution des travaux est inférieur ou égal à douze (12) mois : **à 30%** du marché subséquent diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct ou, le cas échéant, de la tranche affermie diminuée de ce même montant si le délai d'exécution des travaux est inférieur ou égal à douze (12) mois.
- Si ce délai est supérieur à douze (12) mois, l'avance est égale **à 30%** d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par le délai d'exécution des travaux du marché subséquent exprimé en mois.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix.

5.1.3.Avance au sous-traitant

Les sous-traitants de premier rang bénéficiant du paiement direct peuvent prétendre, quel que soit le montant des prestations réalisées, au versement d'une avance, sur leur demande, dès lors que le titulaire remplit les conditions au [5.1.1 ci-avant](#) énoncées. Cette avance ne peut pas excéder **30%** du montant des travaux sous-traités.

Il est rappelé que le renoncement au bénéfice de l'avance par le titulaire ne fait pas obstacle à ce que les sous-traitants en obtiennent le versement.

5.1.4.Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai global de trente (30) jours comptés à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du marché prévu à l'Acte d'Engagement du MS.

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux dispositions des articles [R. 2191-11 à R. 2191-12 du code de la commande publique](#).

Le remboursement débute à la première demande de paiement du marché subséquent (ou de de la tranche affermie du marché subséquent) et se termine lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire a atteint 80% du montant TTC du marché subséquent (ou de de la tranche affermie du marché subséquent).

Pour le sous-traitant de premier rang, le versement et son remboursement sont effectués dans les mêmes conditions que celles prévues pour le titulaire. Le titulaire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant de premier rang.

Si l'accord-cadre est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées par l'ensemble des cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors aux montants des prestations de chaque cotraitant définis au marché subséquent.

5.2. Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages

5.2.1.Forme et contenu des prix

Les prix des marchés subséquents sont établis hors TVA (HT) et en euros (€).

Les prestations faisant l'objet de marché subséquent sont réglées à prix forfaitaire et/ou unitaire.

Leurs contenus et le mode d'application des prix sont définis dans le marché subséquent.

Les prix remis sont réputés comprendre la rémunération de toutes les dépenses nécessaires à la bonne exécution et au parfait achèvement des prestations demandées au titre du présent accord-cadre et ce, conformément aux normes et réglementations en vigueur, aux règles de l'art et aux pièces de l'accord-cadre.

Le titulaire reconnaît avoir vérifié les données techniques et les éléments de l'accord-cadre et du marché subséquent. Les prix comprennent tous les accessoires qui auraient pu être omis ou décrits de manière jugée incomplète. En conséquence, l'entrepreneur ne pourra arguer d'une omission ou d'imprécision dans la description des prestations afin de réclamer un supplément quelconque pour leur réalisation.

Sauf exceptions explicitement mentionnées dans le marché subséquent, tous les prix établis, sans préjudice de [l'article 9.1 du CCAG Travaux](#), pour les prix du titulaire comme pour ceux de ses sous-traitants :

- En tenant compte de l'ensemble des exigences figurant aux pièces du marché subséquent et de l'accord-cadre.
- En tenant compte, le cas échéant, des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents marchés subséquents.
- En tenant compte de tous les frais afférents à l'exécution des prestations et à la livraison des équipements définies aux CCTP, et notamment les frais liés :
 - À l'encadrement ;
 - Aux frais généraux, charges sociales, risques industriels, bénéfices, etc.... ;
 - À la reprise aux frais du titulaire des études et des travaux résultant d'avis défavorable ou des réserves émises lors de la délivrance de ces autorisations et avis administratifs,
 - Aux essais et qualifications ;

- À toutes primes ou indemnités de sujétions diverses versées au personnel, liés à la nature, au lieu, à l'horaire ou à la durée de travail ; notamment pour heures supplémentaires, de nuit, de week-end et/ou de jour férié ;
 - Au déplacement du personnel ;
 - À l'organisation du chantier, la préparation, l'ordonnancement, la planification et le suivi des prestations ;
 - Aux moyens techniques et matières consommables nécessaires pour réaliser les prestations ;
 - Aux matières, matériels et produits divers mis en œuvre pour réaliser les prestations, sauf exceptions explicitement mentionnées dans le CCTP ;
 - Aux dépenses liées à la desserte du chantier et l'amenée des fluides et énergie ainsi que l'évacuation des eaux pluviales et usées quelles que soient leurs origines ;
 - Aux outillages y compris outillages spéciaux, sauf exceptions explicitement mentionnées dans le CCTP ;
 - À la protection des installations non concernées par le présent marché mais pouvant être dégradées lors de la livraison, du déchargement et des qualifications des équipements ;
 - À toute remise en état d'installation dégradée lors de la réalisation des prestations et, en particulier, consécutive à l'absence ou à l'inefficacité des protections mises en place par le fournisseur lors de la livraison ;
 - À l'enlèvement et la destruction des déchets, liquides et solides, dont la production est liée à l'activité du contrat ;
 - Au conditionnement, à l'emballage, aux moyens de manutention et à la manutention ;
 - À l'assurance ;
 - Au stockage ;
 - Aux garanties ;
 - Au maintien en état de propreté des zones de livraison jusqu'à la réception du marché,
 - Aux coûts de transmission des documents d'études, au format papier, au maître d'œuvre, au contrôleur technique,
- En considérant comme normalement prévisibles la hauteur maximale cumulée des précipitations, la hauteur maximale des crues, le nombre de jours de vent ou de gel, mesurées pour les précipitations et les crues, ou constaté pour le gel et le vent, pendant une durée égale au délai d'exécution des travaux hors période de préparation, à la même période dans le poste météorologique le plus proche du chantier (station de Guipavas 29) et qui ont été atteints au moins trois fois pendant les trente dernières années s'achevant le 1er jour du mois précédant la date de remise des offres
 - En tenant compte des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux objets du marché et les activités de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées.
 - En tenant compte de l'obligation faite au titulaire de se conformer aux consignes générales et particulières jointes en annexe et règlements édictés par le chef de l'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure du site dans lequel les travaux sont exécutés.
 - En tenant compte, le cas échéant, des dépenses liées à l'application des mesures de sécurité et de protection de la santé, et particulièrement au PGCSPS.
 - En cas de groupement conjoint, les prix du mandataire comprennent également l'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'œuvre (article 9.1.2 du CCAG Travaux)

Les dépenses suivantes notamment sont à la charge de l'entreprise, sans préjudice des dispositions du 9.1.1 du CCAG Travaux :

- Les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux,
- Le nettoyage de son chantier qui doit rester propre et libre pendant et en fin d'exécution de ses travaux. (Par libre, on entend, libre d'évolution pour les engins et le personnel de chantier et libre d'accès et d'évolution pour les services de secours.)

5.2.2.Facilités accordées au titulaire

Des facilités pourront éventuellement être accordées, elles seront précisées dans la consultation de chaque marché subséquent.

5.3. Variation des prix

5.3.1. Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG Travaux, les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date de remise de la dernière offre, après négociation le cas échéant. Ce mois est appelé "mois zéro" et est indiqué en première page de l'Acte d'Engagement du marché subséquent.

5.3.2. Mode de variation des prix

Par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG travaux, les prix du marché sont :

- 1) fermes et actualisables si la durée du marché subséquent est inférieure à 3 mois. Les prix fermes sont actualisés si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre le "mois zéro" et la date de début d'exécution des prestations. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois (3) mois à la date de début d'exécution des prestations, selon les modalités visées ci-après.
- 2) révisables si la durée d'exécution du marché subséquent est supérieur à 3 mois, dans les conditions du 5.3.3 ci-dessous.

5.3.3. Modalités de calcul de variation des prix

5.3.3.1. Choix de l'index de référence

L'index de référence (BT), choisi en raison de sa structure pour la variation des prix des travaux faisant l'objet du marché sera défini à chaque marché subséquent.

La valeur des index peut être consultée au Moniteur des travaux Publics ou sur le site de l'INSEE : www.insee.fr.

5.3.3.2. Formule de variation des prix

A- Si les prix sont fermes actualisables

Le coefficient d'actualisation **Cn** applicable pour le calcul des prix actualisés est donné par la formule :

$$Cn = I(n-3)/Io$$

Dans laquelle **Io** et **I(n-3)** sont les valeurs prises par l'index de référence **I** respectivement au mois zéro et au mois (n-3), sous réserve que le mois (n) de démarrage des travaux soit postérieur de plus de trois (3) mois au mois zéro.

B- Si les prix sont révisables

Le coefficient de révision **Cn** applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule :

$$Cn = 0,15 + 0,85 (In/Io)$$

Dans laquelle :

In est la valeur du dernier index **I** de référence de l'accord-cadre, connue lors de la reconduction.

Io est la valeur de l'index **I** de référence de l'accord-cadre, prise au mois zéro.

Le coefficient de révision des prix (**Cn**) est calculé à deux décimales.

5.3.4. Régime de variation des indemnités, pénalités et retenues

Les pénalités ne sont pas révisées.

5.3.5. Variation provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre variation avant la variation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

5.3.6. Application de la TVA

La TVA figurant à l'acte d'engagement du marché subséquent est citée à titre indicatif. Les montants des factures ou des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

5.4. Paiement et règlement des comptes

5.4.1. Généralités

Aucun paiement n'est dû au titre de l'accord-cadre.

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions de [l'article 10.2 du CCAG Travaux pour](#) chaque marché subséquent.

Le titulaire doit déposer gratuitement ses factures ou ses projets de décompte de façon dématérialisée sur le portail sécurisé CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour plus d'information, le titulaire peut consulter la documentation fournie sur le site de la communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

AVERTISSEMENT : Avant premier dépôt d'une facture ou d'un projet de décompte, il est conseillé au titulaire de prendre contact avec le service comptable du SID ATL :

Courriel : esid-brest.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

N° de téléphone : 02.98.14.83.34 - 02.98.14.89.84 - 02.98.14.80.72

Les modalités pratiques de dépôt des factures ou projets de décompte dans CHORUS PRO sont précisées dans la « **Fiche d'Identité du Marché** », remise à la notification du marché subséquent.

5.4.2. Demandes de paiement

Les projets sont établis conformément aux modèles notifiés par ordre de service après notification du marché subséquent **avant la fin de chaque mois**

Ils **indiquent le montant des travaux** à payer tel qu'arrêté à la fin du mois écoulé, ce montant étant établi à partir des prix initiaux figurant dans le marché subséquent y compris les rabais ou majorations. Il ne tient pas compte de la TVA et d'une éventuelle variation de prix, lesquelles sont calculées, par dérogation au [13.2 du CCAG Travaux](#), par le maître d'ouvrage.

Les paiements liés à l'avancement des travaux sont plafonnés à **95% du montant TTC du marché subséquent**. Le solde est réglé **UNIQUEMENT** à la réception **SANS RESERVE**.

5.4.3. Établissement des états d'acompte

[Par dérogation à l'article 13.1.8 du CCAG Travaux](#), la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes, si elle est postérieure à la date de réception du projet de décompte mensuel envoyé par le titulaire.

[Par dérogation à l'article 13.2.2 du CCAG Travaux](#), le Représentant du Pouvoir Adjudicateur établit et adresse directement au titulaire l'état d'acompte.

5.4.4. Demande de paiement final

[Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG Travaux](#), le titulaire ne peut transmettre son projet de décompte final au maître d'œuvre qu'après prononciation de la réception sans réserve, par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou après levée des réserves si la réception en était assortie.

Le projet de décompte général est signé par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et devient alors le décompte général.

[Par dérogation à l'article 13.4.2 du CCAG Travaux](#), Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- Quarante (40) jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire ;
- Trois (3) mois maximum après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

[Par dérogation à l'article 13.4.4 du CCAG Travaux](#), seul le décompte général notifié par le RPA peut devenir le décompte général et définitif du marché.

Si le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'[article 50.1.1 du CCAG Travaux](#).

5.4.5.Délais de paiement

Le délai global de paiement des acomptes et du solde ne peut excéder trente (30) jours ([article R.2192-10 du Code de la Commande Publique](#)).

La date de départ du délai global de paiement est :

- Pour les acomptes : celle définie à l'[article 5.4.5 ci-dessus](#),
- Pour le décompte général : la date de réception du décompte général et définitif.

Les [articles R. 2192-12 à R. 2192-36 de la section 2 « Délais de paiement » indiquée au 1^{er} alinéa](#) précisent les modalités d'application du délai global de paiement (déclenchement, interruption du délai de paiement, mode de calcul).

5.4.6.Rémunération sur approvisionnement

Il n'est pas prévu de versement d'acompte sur approvisionnement.

5.4.7.Paiement des groupements et des sous-traitants

5.4.7.1. Paiement des groupements d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire est seul habilité à présenter les demandes de paiement, relatives au financement du marché subséquent.

La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjoint) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaire) acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par le mandataire.

5.4.7.2. Désignation du sous-traitant en cours de marché subséquent

Le titulaire d'un marché subséquent peut, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché subséquent à condition d'avoir obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux [articles L. 2193-1 à L. 2193-14](#) et [R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la Commande Publique](#).

Après analyse et accord du maître d'ouvrage, en vue de faire accepter le(s) sous-traitant(s) et d'agréer ses (leurs) conditions de paiement par le maître d'ouvrage, le titulaire respecte le modèle de formulaire DC4-rang1 fourni en [annexe 1 au présent CCAP](#).

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le maître d'ouvrage impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subcllic.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'[article B1 de l'acte d'engagement](#) désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est fourni en [annexe 7 du CCAP](#).

Il est précisé que pour toute sous-traitance dont le montant est supérieur ou égal à 10 % du montant estimé du marché subséquent (ou de la tranche affermie le cas échéant), le sous-traitant est admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par le maître d'ouvrage.

⚠ Les paiements de toutes les sommes dues au **sous-traitant non admis au paiement direct** sont **garantis par une caution bancaire obtenue par le titulaire** et dont la copie est impérativement fournie à l'appui du formulaire DC4-rang1.

5.4.7.3. Sous-traitance indirecte

En application [des articles 3.6.2.2 et 3.6.2.3 du CCAG Travaux](#), et en vue de faire accepter le sous-traitant indirect et agréer ses conditions de paiement par le Maître d'ouvrage, le titulaire veille à ce que le sous-traitant direct respecte le formulaire DC4-rang2 joint en [annexe n°1](#) au présent CCAP. Ce document est ensuite transmis au titulaire, lequel le transmet à son tour au Maître d'ouvrage. Le titulaire veille contractuellement au respect de ce formalisme par son sous-traitant. Le même formalisme est systématiquement respecté **quel que soit le rang de sous-traitance envisagé**.

Les éventuels sous-traitants de second rang et de rang ultérieur ne peuvent se prévaloir du paiement direct. Les paiements de toutes les sommes dues au sous-traitant non admis au paiement direct sont garantis par une caution bancaire obtenue par le sous-traitant de rang1.

⚠ **A la remise du DC4, la copie de la caution bancaire devra être impérativement fournie à l'appui du formulaire DC4-rang1 sous peine de rejet de la demande de sous-traitance.**

5.4.7.4. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Pour les sous-traitants, en plus de ce qui est prévu [au 10.8 du CCAG Travaux](#), le titulaire joint en **simple exemplaire** à la demande de paiement, une **attestation indiquant la somme à régler** par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme indique le montant à régler hors TVA. Elle ne tient pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle est calculée par le maître d'ouvrage.

Pour les sous-traitants d'un titulaire du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en simple exemplaire à la demande de paiement, signée par celui des titulaires du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme indique le montant à régler hors TVA. Elle ne tient pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle est calculée par le maître d'ouvrage.

Si le titulaire qui a conclu un contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation

5.5. Prestations supplémentaires ou modificatives, exécution complémentaire

5.5.1. Prix des Prestations supplémentaires ou modificatives

En complément des dispositions prévues à [l'article 13 du CCAG Travaux](#), l'acheteur peut demander par Ordre de Service une proposition de prix pour des Prestations supplémentaires ou modificatives avant l'Ordre de Service visé à [l'article 13.1 du CCAG Travaux](#).

En cas de demande de la part de l'acheteur d'étude ou de travaux modificatifs, le titulaire est tenu de fournir une proposition de prix, assortie de décompositions ou sous-détails, pour la rémunération de tout ouvrage non prévu, dans un délai fixé par la lettre ou l'Ordre de Service lui prescrivant d'évaluer de tels ouvrages.

Dans le silence de la lettre ou de l'Ordre de Service, ce délai sera d'un (1) mois calendaire ; il ne pourra en aucune manière être réduit à moins de quinze (15) jours. Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti, l'acheteur lui notifiera par Ordre de Service un prix d'attente.

L'Ordre de Service de réalisation des travaux ne peut être valablement émis par le maître d'œuvre qu'après la validation formelle du maître d'ouvrage de la prestation supplémentaire ou modificative.

5.5.2. Augmentation du montant des travaux

[Par dérogation aux articles 14.4.2 et 14.4.3 du CCAG Travaux](#), lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant contractuel, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un Ordre de Service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître d'ouvrage. À défaut d'une telle décision de poursuivre, **les travaux exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés**. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celle qui sont définies par le dépassement du montant prévu par le marché subséquent. Ce montant se substitue

au montant contractuel pour l'application des [articles 14 et 15 du CCAG Travaux](#). Un avenant au marché subséquent viendra ultérieurement confirmer la décision du maître d'ouvrage.

5.5.3.Retenue de garantie

Il n'est pas constitué de retenue de garantie.

6. DÉLAIS

6.1. Délais d'exécution des marchés subséquents

6.1.1.Généralités

La date de début et les délais d'exécution sont précisés dans le marché subséquent.

Les marchés subséquents notifiés pendant la période de validité de l'accord-cadre sont exécutés jusqu'à leur terme.

À défaut de précision dans le marché subséquent, en application de [l'article 3.2.1 du CCAG Travaux](#), le délai d'exécution court à compter du lendemain du jour de sa notification.

6.1.2.En cas de visite préalable de prévention

Lorsque les travaux font l'objet d'un marché subséquent soumise à une visite préalable de prévention d'hygiène et de sécurité prévue par [l'arrêté du 19 mai 2020](#) relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense, la date de départ du délai d'exécution de la commande ne pourra être antérieure à la date du procès-verbal de la visite.

6.2. Prolongation des délais d'exécution

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait de l'acheteur, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire fait obstacle à l'exécution du marché subséquent dans le délai contractuel, l'acheteur peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché subséquent, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier des dispositions du premier alinéa, le titulaire doit signaler à l'acheteur l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché subséquent, dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 20 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision.

L'acheteur notifie au titulaire sa décision dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la demande.

Aucune prolongation des délais d'exécution n'est accordée au titre des congés annuels ou de fermeture temporaire de l'entreprise. En conséquence, et pendant ces périodes, les opérateurs économiques doivent prendre toutes mesures propres à permettre l'exécution des études qui leur ont été demandées dans les mêmes conditions et avec la même activité que pendant le reste de l'année.

6.3. Prolongation des délais d'exécution

En application de [l'article 18.2.3 3ème alinéa du CCAG Travaux](#) sont considérés comme normalement prévisibles les phénomènes naturels, sauf dispositions spécifiques au marché subséquent, ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités et durées limites indiquées :

Nature du phénomène naturel	Intensité et durée limite
Neige	A partir d'un 1 cm de neige pendant 12h
Gel	Température sous abri : -5°C à 08h00
Vent	80km/h en rafales
Pluie	10mm en 24 heures

***Nota :** Si la nature des travaux du marché subséquent est telle que ceux-ci ne se déroulent pas au contact **direct** des intempéries **ou** qu'ils ne sont pas **susceptibles d'être interrompus** par celles-ci, ces intempéries ne pourront jamais être invoquées. Le lieu de constatation de l'intensité des phénomènes naturels sera **la station météo fixée dans le marché subséquent et à défaut, celle de Guipavas (29)**.

Par ailleurs, en application de l'article 18.2.3 1er al du CCAG Travaux, le nombre de journée d'intempérie prévisible est fixée dans le marché subséquent.

Le titulaire dont le chantier est arrêté, totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer le plus rapidement possible le maître d'œuvre par écrit.

Le titulaire signale au maître d'œuvre, dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

6.4. Délai de remise des documents fournis après exécution

Selon l'importance des travaux à réaliser, si le marché subséquent le prévoit, le titulaire doit remettre les éléments de DOE au fil de l'achèvement des ouvrages concernés et dans le respect du calendrier mis au point lors de la période de préparation du marché subséquent.

Conformément à l'article 40.1 du CCAG travaux, le titulaire remettra au maître d'œuvre, pour la partie infrastructure de l'ouvrage, un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et, éventuellement pour la partie installation industrielle, un exemplaire du dossier d'exploitation et de maintenance (DEM) au plus tard le jour où la réception est demandée. **Le bilan déchets est intégré au dossier des ouvrages exécutés (DOE).**

Ces dossiers doivent être remis au maître d'œuvre dans un délai d'un (1) mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux du marché subséquent. La non-fourniture de ces documents ne permet pas le paiement du montant restant dû.

7. RÉALISATION DES OUVRAGES

7.1. Obligations du titulaire

7.1.1. Titulaire

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Dès la notification du présent Accord-Cadre, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du maître d'ouvrage pour les besoins de l'exécution de l'Accord-Cadre (établissement de devis, envoi des ordres de services, exécution des commandes, etc. ...). Cette fonction doit être assurée de façon continue (intérim à prévoir en cas d'absence). Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom au maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Il est l'interlocuteur référent unique du maître d'ouvrage pour tous les sujets administratifs, financiers, techniques et organisationnels. Lorsque le représentant du titulaire n'est plus en mesure d'accomplir les

prestations de l'Accord-Cadre, le titulaire doit en aviser, sans délai, le maître d'ouvrage et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution de l'Accord-Cadre et qui se rapportent notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- Aux membres de l'équipe projet ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés au maître d'ouvrage.

En cas de manquement, le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

7.1.2.Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage. Il doit notamment :

- Signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain ;
- Solliciter de la part du maître d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis ;
- Contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

7.1.3.Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler au maître d'ouvrage, tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux.

7.1.4.Obligation de résultat

Le titulaire assume la direction et la réalisation des prestations, objet du marché, et met en œuvre les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

L'accord-cadre et les marchés subséquent sont assortis d'une obligation de résultat pendant toutes leurs durées d'exécution et, en sa qualité de professionnel, le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que du personnel qu'il a engagé.

Le titulaire s'oblige à :

- Garantir des résultats conformes aux prestations ;
- Faire le nécessaire pour que le maître d'ouvrage et ses représentants bénéficient, en temps utile, des informations qui sont susceptibles de l'intéresser et, notamment, de signaler au maître d'ouvrage tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de l'accord-cadre, à retarder ou à compromettre la livraison des prestations, ainsi que toute imprécision ou incohérence contenue dans les pièces de l'accord-cadre ou des marchés subséquents ;
- Respecter les dispositions de qualité et de sécurité conformes à l'état de l'art ;
- Effectuer ses prestations avec toute la diligence, la célérité, la réactivité et la discrétion qu'elles imposent.

La responsabilité du titulaire sera recherchée, en cas d'accident ou d'incident impliquant :

- Ses personnels ;

- Son matériel ;
- Ses prestations objet de l'accord-cadre.

7.1.5. Connaissances acquises

Le titulaire a la possibilité de faire avant tout commencement des travaux, tous les états des lieux avec constats d'huissiers, relevés, etc. utiles à définir sa responsabilité vis à vis des tiers privés ou publics. En compléments de ces dispositions, les éventuelles conditions particulières avant tout commencement du chantier sont précisées soit au CCTP du présent accord-cadre soit dans les pièces contractuelles du marché subséquent. Le titulaire ne peut se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de son marché, ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultant :

- Des mesures mentionnées ci-avant ;
- Des mesures de sécurité lui incombant ;
- De l'exploitation du domaine public et des services publics ;
- De l'exécution simultanée d'autres travaux.

7.2. Implantation des ouvrages

7.2.1. Piquetage général

Sans objet.

7.2.2. Piquetage spécial

Sans objet.

7.3. Préparation, exécution et coordination des travaux

7.3.1. Période de préparation de l'accord-cadre

Sans objet

7.3.2. Période de préparation du marché subséquent

La durée de la période de préparation de chaque marché subséquent est définie à l'article B5 de l'acte d'engagement.

Par dérogation aux dispositions des articles 28.1 et 28.2 du CCAG Travaux, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux sont précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque marché subséquent.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la durée de la période de préparation figurant à l'acte d'engagement du marché subséquent :

- Peut être prolongée par décision du représentant du maître d'ouvrage, sauf si la raison du retard est imputable au titulaire ;
- N'est pas comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énumérées ci-après à la diligence respective des parties contractantes.

Pour certains marchés subséquents, le titulaire pourra être amené à réaliser certaines actions durant la période de préparation, notamment des travaux de condamnation d'accès même dans le cas où la période de préparation n'est pas comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Au cours de la période de préparation du marché subséquent le titulaire doit mettre en place les actions énumérées ci-après :

- Transmettre au représentant du maître d'ouvrage la liste des personnels chargés de l'exécution (titulaire et sous-traitant)
- Etablir et transmettre si nécessaire les demandes de déclaration des sous-traitants (DC4) nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre.
- Etablir et transmettre au représentant du maître d'ouvrage le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) prévu à l'article 12.2.3 du présent CCAP.

- Etablir les demandes d'accès nécessaires à l'obtention des accès aux sites concernés par le périmètre du présent accord-cadre. Ces demandes d'accès sont contrôlées par le représentant du maître d'ouvrage puis remises aux services de sureté des entités bénéficiaires.
- Établir une demande d'autorisation de réaliser des photographies sur les sites concernés par le périmètre du présent accord-cadre (fournie lors de cette période de préparation).
- Participer aux visites préalables de prévention des risques et aux réunions qui permettent l'élaboration des plans de prévention planifiées par le maître d'ouvrage avec les chefs d'organismes bénéficiaires du contrat.
- Transmettre les documents d'assurance demandés à l'[article 8.7 du présent CCAP](#) et ceux spécifiés dans les marchés subséquents le cas échéant,
- Transmettre les déclarations individuelles de responsabilité au titre du contrat (Déclaration individuelle - [annexe n°3 au présent CCAP](#)), signé par chaque personnel concerné.
- Transmettre directement par son officier de sureté, au service de sureté du SID ATL (ESID-BREST/D-DA/SUR), pour chaque personnel amené à œuvrer pour le présent accord-cadre, le formulaire de "demande de contrôle primaire" à demander au maître d'ouvrage.
- Transmettre la fiche de stage « parcours du militaire blessé »

Chaque élément de transmission cité ci-dessus est considéré comme un livrable. Le constat par le maître d'ouvrage d'un défaut de réception d'un livrable, dans le délai contractuel de la période de préparation, engendre systématiquement une pénalité par jour de retard et par élément non transmis ([article 9 du présent CCAP](#)).

7.3.3.Plans d'exécution, notes de calcul, études de détail

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces de l'accord-cadre et des pièces transmises au titre des marchés subséquents. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

En complément à l'[article 29.1.4 du CCAG Travaux](#), tous les documents d'exécution établis par le titulaire sont transmis au maître d'œuvre sous format papier en un exemplaire, et un exemplaire sous format informatique.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'[article 29.1.5 du CCAG Travaux](#), le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre est fixé à vingt-et-un (21) jours. Si, dans ce délai, le maître d'œuvre constate que les documents fournis par le titulaire ne lui permettent pas de délivrer son visa, il en informe le titulaire qui doit fournir, **dans un délai de cinq (5) jours**, l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter. Le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre sur les documents corrigés ou complétés est fixé à vingt-et-un (21) jours à compter de la réception de ces dits documents.

7.3.4.Documentation à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre les éléments de DOE /**DEM** au fil de l'achèvement des ouvrages concernés et dans le respect du calendrier mis au point lors de la période de préparation.

Tous les éléments de DOE / **DEM** sont soumis au contrôle du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, qui disposent d'un délai total de deux (2) mois, à compter de la remise du dossier complet, pour effectuer ce contrôle et retourner au titulaire, par l'intermédiaire du maître d'œuvre, les éléments avec les observations éventuelles.

Le titulaire dispose alors de quinze (15) jours pour émettre un nouvel indice des éléments du dossier ayant fait l'objet des observations. Le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage disposent d'un (1) mois à compter de la réception du nouvel indice pour les viser à nouveau.

Les éléments seront à transmettre sous forme numérique (CD/clef USB/courriel au format Excel et/ou Word) ; à défaut, les pénalités de l'[article 9](#) seront appliquées.

7.3.5.Organisation, sécurité et protection de la santé lors de l'exécution des bons de commande

7.3.5.1. Documents disponibles sur le chantier

Le titulaire est tenu d'avoir en permanence sur le chantier les pièces générales techniques constitutives du marché (pièces citées à l'[article 2 du présent CCAP](#)) limitées à celles applicables aux natures d'ouvrage faisant l'objet du marché subséquent, et dont l'exécution n'est pas terminée.

7.3.5.2. Gestion des déchets de chantier

En application de la réglementation relative aux déchets de chantier et de l'[article L.541-2 du code de l'environnement et en complément des articles 36.1 et 36.2 du CCAG Travaux](#), le titulaire est contractuellement responsable, au même titre que le maître d'ouvrage, de la gestion des déchets créés par les travaux, jusqu'à valorisation ou élimination. Dans ce cadre, le titulaire assure la gestion et le suivi de l'ensemble des déchets produits par les travaux. Les bordereaux de suivi sont systématiquement adressés au maître d'ouvrage et une copie est adressée au maître d'œuvre (Imprimé CERFA n°12571*01).

Les déchets amiantés et dangereux sont suivis par les bordereaux réglementaires (Imprimés CERFA n°11861*03). Les déchets industriels banals et les déchets inertes sont suivis par les justificatifs attestant la prise en charge du déchet, indiquant l'éliminateur final, la nature du déchet traité et la quantité traitée (bordereau de suivi, attestation de ferrailage, etc...) auxquels sont joints les certificats de transports et tickets de pesée originaux ou en copie dans les mêmes conditions qu'indiquées au paragraphe précédent.

Le titulaire est responsable de l'établissement et de la mise en œuvre du Schéma d'Organisation et de gestion des Déchets (SOGED) prévu à l'[article 12.2.3 du présent CCAP](#).

Concernant la traçabilité des déchets dangereux, le Ministère de la Transition Écologique a mis en place la plateforme TRACKDECHET. Son utilisation est encadrée par le Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments.

Les objectifs de la plateforme sont :

- De simplifier la traçabilité des déchets en temps réel ;
- D'apporter la transparence et de la fiabilité à la filière déchet ;
- De faciliter le recensement des déchets au sein d'un établissement producteur de déchets.

Trackdechets est **OBLIGATOIRE** et doit être renseigné depuis le 01/01/2022 avec une dérogation pour le Ministère des Armées jusqu'à la parution d'un arrêté commun MINARM/MTE.

Trackdechets est une plateforme sur laquelle tous les acteurs concernés par la traçabilité doivent être inscrits. De cette manière, ils pourront faire circuler leurs BSDD (Bordereaux de Suivi de Déchets Dangereux) en toute sécurité, à toutes les étapes du parcours du déchet. Si un des acteurs de la chaîne de traitement n'est pas inscrit sur Trackdechets, la génération du BSDD ne sera pas possible et par conséquent la sortie du site et le traitement du déchet sera impossible.

Afin d'éviter tout problème de saisie dans Trackdechets, il vous est demandé :

- D'inscrire votre établissement sur la plateforme Trackdechets ;
- De demander aux transporteurs, centres d'entreposage, centres de traitement avec lesquels vous travaillez dans le cadre de nos relations contractuelles de s'inscrire sur le site Trackdechets ;
- De vérifier que les transporteurs, centres d'entreposage, centres de traitement vers lesquels vous souhaitez envoyer les déchets dont le SID ATL est producteur, sont bien inscrits sur Trackdechets, et leur demander de s'inscrire si ce n'est pas le cas ;
- De prévoir un contact au sein de votre entreprise pour pouvoir échanger sur un éventuel problème lors de la saisie d'un BSDD.

Vous trouverez ci-après un lien pour accéder à la plateforme :

<https://trackdechets.beta.gouv.fr/resources/>

Le contact Trackdechets pour le SID ATL est :

Le chargé d'environnement ICPE-IOTA

Bureau PMRE – Section environnement

En cas de non-respect de ces dispositions, des pénalités sont appliquées conformément à l'[article 9 du présent CCAP](#).

7.3.5.3. Sécurité et protection de la santé sur le chantier

Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention concernant les travaux effectués dans un organisme de la défense par une entreprise extérieure, telles qu'elles figurent l'[arrêté du 19 mai 2020](#) relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

Inspection du travail

Il est précisé que l'Inspection du Travail compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail est la personne suivante :

Inspection du travail dans les armées - Antenne de Brest

CC 33 - 29240 Brest Cedex 9

7.3.5.4. Installations de chantier

Elles seront adaptées en fonction de chaque marché subséquent.

En cas de besoin de locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation. Ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Sous condition d'acceptation, la mise en place d'installations de locaux pour le personnel du titulaire est autorisée dans le « village entreprises » sur la base navale.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel. Leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Il appartient au titulaire du lot de réaliser les ouvrages provisoires de chantier nécessaires à la desserte et aux installations communes.

Il est rappelé que le titulaire reste le propriétaire des installations, moyens et équipements mis à disposition et qu'il devra en assurer l'entretien et la gestion pendant toute la durée du chantier. Il doit également en assurer la dépose ou la démolition ainsi que l'évacuation en fin de travaux.

Les baraquements, leur ameublement et leurs installations ne pourront être récupérés par le titulaire qu'après complet achèvement des travaux.

7.3.5.5. Règles de circulation, voiries et signalisation

En plus de ce qui est prévu par l'[article 34 du CCAG Travaux](#), le titulaire devra respecter les règles spéciales de circulation du site où sont effectués les travaux. Ces règles sont consultables dans les bureaux du maître d'œuvre. Les voiries du domaine militaire sont des voies publiques au sens de l'[article 34.1 du CCAG Travaux](#).

La signalisation et la clôture des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire sera réalisée, s'il y a lieu, par le titulaire de l'accord-cadre sous le contrôle de l'autorité militaire et conformément aux spécifications du CCTP et du marché subséquent,

7.3.5.6. Consignes particulières, horaires de travail

Les consignes particulières liées aux sites sont indiquées, si nécessaires, dans les marchés subséquents.

⇒ Horaires de travail :

Le titulaire doit se soumettre aux horaires de travail normaux des établissements dans lesquels il réalise ses prestations.

Lorsque le titulaire veut appliquer des horaires différents, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail, **respectant un préavis minimum de cinq (5) jours ouvrés**. Cette dérogation n'est pas due à l'entreprise et le refus d'une telle demande ne pourra pas faire l'objet de réclamation de la part de du titulaire tant en terme de coût que de délai.

Cette dérogation, après validation du maître d'œuvre, ne pourra être que ponctuelle. En cas de refus le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Durant ces activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accident ou d'incidents graves survenus sur le chantier, le titulaire devra en informer immédiatement l'officier de permanence de l'Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Brest au numéro suivant :

06 30 99 04 55

⇒ Protection contre l'incendie

L'entrepreneur titulaire de l'accord-cadre devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- La présence obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marche,
- L'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

⇒ Emploi d'explosifs

Par dérogation à l'article 31.11 du CCAG Travaux, l'emploi des explosifs est interdit.

7.3.5.7. Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, les autorisations administratives, autres que les autorisations d'urbanisme, à délivrer par une entité autre que le Ministère des Armées, sont à la charge du titulaire.

7.4. Réunions et visites de chantier

7.4.1. Visites de chantier

Les visites de chantier auront lieu à l'initiative du maître d'œuvre.

7.4.2. Réunions de chantier

Des réunions de chantier pourront avoir lieu à l'initiative du maître d'œuvre. La convocation à ces réunions pourra éventuellement se faire par Ordre de Service.

Le titulaire convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision.

Un compte rendu pourra être établi par le maître d'œuvre et aura toute valeur en cas de contestation et de litiges sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

La représentation du titulaire par des personnes non qualifiées est considérée comme une absence.

En cas d'absence en réunion de chantier, des pénalités sont appliquées conformément à [l'article 9 du présent CCAP](#).

7.4.3. Mesures de limitation des nuisances de chantier

Le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux activités riveraines, pendant toute la durée de l'intervention, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature, notamment :

- Bruits ;

- Odeurs, fumées, gaz ;
- Poussières, saletés ;
- Présence de débris divers et gravats ;
- Dégradation des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions ;
- Volume radio, musique.

Le titulaire prend en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est proscrit.

Le titulaire signale au maître d'œuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'œuvre peut prescrire au titulaire le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se révélerait trop bruyant ainsi qu'un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils bruyants.

Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, etc.) peuvent être prescrites lors de manifestations particulières.

Le titulaire doit s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux caractéristiques des voies d'accès empruntées.

En dérogation à [l'article 34 du CCAG travaux](#), les réparations des dégradations causées au domaine public sont intégralement à la charge du titulaire du marché subséquent.

Le titulaire est responsable des moyens et matériels qu'il emploie. À ce titre, il doit reconnaître les ouvrages environnants, et notamment, il doit appareiller les ouvrages sensibles pour contrôler l'effet des vibrations que ses travaux peuvent provoquer et s'assurer qu'ils ne sont pas néfastes aux ouvrages environnants.

D'une manière générale, il doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement.

8. RÉCEPTION, GARANTIES ET ASSURANCES

8.1. Réception des marchés subséquents

Les modalités de la réception des travaux sont les suivantes :

Généralités :

Type 1 : 0 € HT < Montant estimé des travaux ≤ 100 000 € HT

Par dérogation aux articles 41 et 42 du CCAG Travaux, pour les marchés subséquents d'un montant inférieur ou égal à 100 000 € HT, la procédure de réception n'a pas lieu s'il n'y a pas de pénalités à appliquer. Elle est remplacée par la certification de la facture soldée.

Le mandatement des sommes dues vaut notification de la réception et sa date d'effet est celle de la facture. Toute facture reçue avant achèvement des travaux est donc retournée au titulaire pour un nouvel envoi en temps opportun.

Si des pénalités sont à appliquer, les stipulations du CCAG Travaux sont applicables, le procès-verbal des opérations préalables, les propositions du maître d'œuvre et la décision de réception faisant toutefois l'objet d'une notification unique, par dérogation aux dispositions de [l'article 41 du CCAG Travaux](#).

Selon la spécificité du marché subséquent la réception type 2 pourra être appliquée pour des montants strictement inférieurs à 100K € HT. Le cas échéant, le CCAP du M.S précisera cette modalité.

Type 2 : Montant estimé des travaux > 100 000 € HT

La réception sans réserve ne pourra être prononcée, par dérogation aux [articles 41 et 42 du CCAG Travaux](#) :

- Qu'après remise des documents, notamment le DOE/DEM, à fournir après exécution conformément au [paragraphe 7.3.4 du présent CCAP](#) ;
- Que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves et des qualifications définies au CCTP du marché subséquent.

Conformément à [l'article 5.4.2 du présent CCAP](#), le paiement de la prestation est effectué uniquement à la réception SANS RESERVE.

Nota : Dans tous les cas (type 1 et type 2) il ne peut y avoir de réception tacite.

8.2. Prise de possession avant l'achèvement des travaux

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de prendre possession, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages. Cette prise de possession sera précédée d'une réception partielle précédée d'un état des lieux contradictoire à laquelle le titulaire sera dûment convoqué par Ordre de Service.

8.3. Mise à disposition temporaire

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de demander que soient temporairement mis à sa disposition certains ouvrages ou parties d'ouvrage. Les mises à dispositions sont précédées et suivies d'un état des lieux conformément à [l'article 43 du CCAG Travaux](#). La mise à disposition temporaire ne peut pas être interprétée comme une décision de réception.

8.4. Repliement des installations de chantier et remise en état

Au terme des travaux le titulaire doit :

- Procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- Nettoyer les installations ;
- Réparer et remettre en état les installations détériorées ;

Conformément à [l'article 18.1 du CCAG Travaux](#), ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

8.5. Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à 12 mois, sauf prolongation, comme stipulé à l'[article 44.1 du CCAG travaux](#).

Le délai de traitement des désordres relevant de la garantie de parfait achèvement **ne doit pas dépasser quinze (15) jours calendaires après signalement du désordre**.

En cas d'urgence, l'entreprise doit intervenir dans les deux (2) jours calendaires suivant le signalement. En cas d'urgence impérieuse ou/et opérationnelle, l'entreprise peut être appelée à intervenir **immédiatement**.

Le titulaire pourra être amené à intervenir en site occupé et ne pourra s'en prévaloir pour ne pas exécuter ses prestations mais devra, en accord avec le maître d'ouvrage, trouver les solutions pour minimiser son impact sur la vie du site.

Chaque fois que nécessaire, le Maître d'ouvrage invite le titulaire pendant la période de parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application de l'[article 44 du CCAG -Travaux](#).

Le maître d'ouvrage peut procéder à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

Le maître de l'ouvrage pourra, « quinze » (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état des installations par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

8.6. Mesures conservatoires

Dans le cadre des garanties mentionnées ci-avant, la mise en œuvre de mesures conservatoires peut être nécessaire pour empêcher l'aggravation des désordres et/ou assurer la sécurité des personnes.

8.7. Assurance

Par dérogation à l'[article 8.1.3 du CCAG Travaux](#), durant la période de préparation du marché s'il en existe une et avant tout commencement d'exécution, chaque cotraitant doit justifier qu'il a contracté, par la fourniture d'une attestation d'assurance portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie :

- Une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations
- Une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les [articles 1792-1 à 1792-4 du Code civil](#) et couvrant les dommages aux existants imputables aux travaux neufs ou nouveaux réalisés dans le cadre du présent marché et soumis à l'obligation d'assurance décennale (cf. [article 241-1 du code des assurances](#)).

Le titulaire doit justifier qu'il dispose d'une assurance de responsabilité civile décennale contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du contrat ou du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages de toute nature causés aux tiers.

Les polices d'assurances devront prévoir les montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité et notamment couvrir les responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les [articles 1792 du code civil](#).

Le titulaire est supposé avoir fourni préalablement à la conclusion du marché une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération. Ce dernier s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Il doit, s'il y a lieu, souscrire une police d'assurance complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à l'opération.

Les attestations d'assurance étant annuelles, elles seront à fournir à chaque échéance du contrat d'assurance, sans que le maître d'ouvrage ait à les réclamer au titulaire de l'accord-cadre.

Il doit fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de justifier qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier (ou accord-cadre) sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation, en fournissant les attestations nécessaires.

Toute modification des contrats d'assurances (assureurs, activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au maître d'ouvrage. Le titulaire doit faire en sorte que les garanties prévues au présent CCAP soient maintenues. Le titulaire s'engage de plus, à notifier au maître d'ouvrage tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties des différentes polices souscrites.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire. En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché, par le maître d'ouvrage, pour faute du titulaire.

8.8. Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le titulaire répond des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les [articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil](#).

9. PÉNALITÉS ET RETENUES

9.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Les pénalités pour retard dans l'exécution des travaux du marché subséquent sont appliquées dans les conditions de [l'article 19.2 du CCAG Travaux](#).

Par dérogation à [l'article 19.2.1 du CCAG Travaux](#), aucune exonération de pénalités n'est prévue dans le cadre du présent accord-cadre.

Par dérogation à [l'article 19.2.3 du CCAG Travaux](#), les modalités de calcul des pénalités sont précisées au besoin à l'occasion de chaque marché subséquent.

Des pénalités complémentaires pourront être prévues en fonction des spécificités de chaque M.S. De même il sera possible de déroger à certaines des pénalités mentionnées ci-dessous en fonction du M.S. Le cas échéant ces possibilités seront explicitement mentionnés dans le CCAP du M.S

9.2. Autres pénalités

9.2.1. ~~Lutte contre le travail dissimulé~~

~~Lorsque le maître d'ouvrage est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles [L8221-3 à L8221-5 du code du travail](#), il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.~~

~~Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par [l'article R8222-3 du code du travail](#), pour répondre à l'injonction du maître d'ouvrage.~~

~~En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.~~

~~Le montant des pénalités à ce titre est fixé à **10% du montant HT du marché subséquent**, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles [L8224-1](#), [L8224-2](#) et [L8224-5 du code du travail](#).~~

~~Conformément à [l'article 31.5.1 du CCAG travaux](#) une pénalité de **300 €** sera appliquée en cas de défaut de présentation de la carte d'identité professionnelle sécurisée du personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous la direction du titulaire ou chacun des membres du groupement le cas échéant et de façon analogue dans le cadre d'un contrat de sous-traitance.~~

9.2.2. Non-respect de l'obligation d'insertion par l'activité économique

S'il est prévu une clause d'insertion par l'activité économique, son non-respect fera l'objet d'une sanction dans les conditions ci-après précisées.

Le défaut de communication des informations indiquées [au 12 du présent CCAP](#) dans les délais mentionnés au même article entraîne l'application d'une pénalité de **30,00 €** par jour de retard.

De plus, dans le cas où à l'issue du marché, le bilan effectué par le facilitateur ferait apparaître un nombre d'heures d'insertion inférieur à celui indiqué à l'Acte d'Engagement, une pénalité égale **au nombre d'heures d'insertion non réalisées, multiplié par le double du taux horaire du SMIC** en vigueur au moment de la notification du marché sera appliquée.

9.2.3. Manque d'assiduité aux réunions de chantier

En cas d'absence à une réunion de chantier ou de retard supérieur à 30 minutes, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **100 € HT**.

La présence d'une personne non habilitée à engager le titulaire équivaut à une absence en réunion (sauf dérogation expresse du maître d'ouvrage et/ou du maître d'œuvre)

9.2.4. Inobservation des mesures de sécurité

À chaque fois qu'il sera constaté que le plan de prévention ou le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé n'est pas respecté par le titulaire ou par un sous-traitant, une pénalité forfaitaire de **500 € HT** par infraction sera appliquée au titulaire du marché.

9.2.5. Violation des consignes relatives aux déchets de chantier

En cas de violation des obligations relatives au tri des déchets du chantier, le titulaire en infraction encourt une pénalité de **500 € HT** par infraction constatée. De plus, une pénalité journalière et forfaitaire de **100 € HT** sera appliquée, après mise en demeure restée infructueuse par le maître d'œuvre, jusqu'à régularisation de la situation par le titulaire.

De plus, en cas de défaut de remise des bordereaux de suivi des déchets, une pénalité journalière et forfaitaire de **100 € HT** sera appliquée après mise en demeure restée infructueuse par le maître d'œuvre.

9.2.6. Non-respect du délai de transmission des demandes de contrôle primaire et biodata

En cas de non-respect du délai maximum imposé pour transmettre les demandes de contrôle primaire et les fichiers biodata, il sera appliqué une pénalité journalière de **20 € HT** par jour calendaire de retard.

9.2.7. Non-respect des exigences de sécurité pour la présentation d'un sous-traitant

9.2.7.1. Établissement des déclarations

~~A chaque fois qu'il est constaté des non-respects des exigences de sécurité suivante, il est appliqué une pénalité de **500 € HT** par déclaration de sous-traitance :~~

- ~~— Mise à jour de tous les documents relatifs au Plan Contractuel de Sécurité ;~~
- ~~— Utilisation des formulaires DC4 (rang 1 ou rang 2) joints au CCAP ;~~
- ~~— Renseignement de la Partie H du formulaire DC4 ;~~
- ~~— Production des documents demandés dans la partie H du formulaire DC4.~~
- ~~— Non transmission de DC4 par SUBCLIC~~

~~Une seule pénalité est applicable par déclaration de sous-traitance.~~

9.2.7.2. Non déclaration d'un sous-traitant

En cas de constatation de non déclaration d'un sous-traitant (demande d'accès au site d'un personnel d'un sous-traitant, ou prestations réalisées en dehors du site mais relevant d'une sous-traitance) une pénalité de **10 000 €** est appliquée par constatation.

Ces pénalités se cumulent. Elles sont appliquées en fin de trimestre.

L'application des présentes pénalités ne libèrent pas le titulaire de ses obligations réglementaires.

9.2.8. Pénalités pour sanctionner le retard/défaut de remise de documents

Le défaut de réponse du titulaire :

- A la demande du projet de devis estimatif prévu à l'[article 5.5 du présent CCAP](#) ;
- A la remise des documents demandés dans le cadre de la période de préparation du marché subséquent ;
- A la remise des documents demandés dans le cadre du marché subséquent ;
- A la remise des documents à fournir après exécution dans les délais impartis ;
- A la remise d'échantillons,

Entraînera une pénalité égale à **100 € HT** par jour calendaire de retard.

9.2.9. Manquement aux obligations de propreté

En cas de défaut de propreté des installations de chantier, du chantier lui-même ou des voies d'accès ou de sortie, il sera appliqué une pénalité de **200 € HT** par constatation.

9.2.10. Gestion-Élimination-Traitement des déchets-Retenue provisoire et pénalité forfaitaire pour non remise des justificatifs

Dans le cadre de la gestion et de l'élimination/traitement des déchets, l'entreprise devra transmettre l'intégralité des pièces et justificatifs demandés par le maître d'œuvre. Une fois que le maître d'œuvre aura fait la demande de pièces justificatives, les documents seront transmis dans un délai de deux semaines.

Passé ce délai, une retenue provisoire pourra être appliquée tant que les pièces justificatives ne seront pas fournies. Le montant minimum de la retenue provisoire sera de **1000 € HT**, à laquelle s'ajouteront **100 € HT** par jour de retard tant que la totalité des pièces demandées ne sera pas fournie.

Si, dans un délai de 15 jours suivant le second OS de rappel les pièces manquantes n'ont toujours pas été fournies, la ou les retenues seront levées et entraîneront l'application d'une pénalité, fixée par le maître d'œuvre d'un montant égale à la somme de la retenue provisoire et de la somme due suite au retard dans la remise des documents

9.3. Cumul et plafonnement

Par dérogation à l'[article 19.1 du CCAG](#) toutes les pénalités et retenues visées au présent CCAP sont cumulables et non plafonnées.

Le Maître d'Ouvrage invitera le titulaire, conformément à l'[article 19.2.4 du CCAG travaux](#), à présenter ses observations relatives aux pénalités qui pourraient lui être appliquées, par tous moyens écrits permettant d'attester la réception par le titulaire de sa demande.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour y répondre.

10. CONFIDENTIALITÉ, MESURES DE SÉCURITÉ

10.1. Protection des documents « diffusion restreinte »

L'exécution du marché ne nécessitera pas l'application de mesures autres que celles de [l'article 5 du CCAG Travaux](#).

10.2. Protection du secret

Selon le cas, les marchés subséquents passés au titre du présent accord-cadre pourront être :

- Non protégé
- Sensible

Dans le cas où le Marché subséquent est sensible :

10.2.1. Définition et régime applicable

Par marché sensible (MS), on entend tout contrat, quel que soit son régime juridique ou sa dénomination, qui n'implique pas l'accès à des informations ou supports classifiés mais dont l'exécution nécessite l'accès à un lieu abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale.

Outre les dispositions de [l'article 5 du CCAG travaux](#) et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations et supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le marché est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

La passation d'un contrat sensible ne nécessite ni l'habilitation de l'entreprise ni celle de son personnel mais justifie plusieurs enquêtes administratives sollicitées par le bureau sûreté de l'autorité contractante auprès du service enquêteur compétent (DRSD):

- A la diligence de l'autorité contractante, une enquête administrative de la Personne Morale, sollicité par le bureau protection du secret (voir [Annexe 5 Fiche de renseignements pour l'EAPM](#)).

Cette enquête est conclue par un avis de la DRSD.

- Systématiquement, des enquêtes administratives (Contrôle primaire) relatives au personnel du titulaire exécutant ce contrat.

10.2.2. Obligations du titulaire

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des [articles 413-9 à 413-12 du code pénal](#).

Par ailleurs, le titulaire reconnaît qu'il n'a pas à détenir, pour l'exécution du marché, d'informations couvertes par le secret de la défense nationale. Pour cela, le titulaire reconnaît avoir fait signer par les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations du présent marché, une déclaration individuelle ([annexe n° 3](#)).

Le titulaire s'engage :

- À remettre au représentant du pouvoir adjudicateur la ou les déclarations individuelles ci-dessus pendant la période de préparation du présent marché et avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution.
- A ne demander l'accès au site aux seuls personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et ayant une HABILITATION ou au minima ayant un avis « sans objection » à une demande de contrôle primaire des personnes physiques.

A cet effet, dès la notification du marché, le titulaire transmettra les références des contrôles primaires de son personnel en cours de validité et fera établir (au besoin), des demandes de contrôle primaire (CP) dont le fichier électronique sera à demander au Bureau protection du secret du SID ATLANTIQUE à l'adresse suivante :

Contact Bureau Sûreté du SID ATLANTIQUE :


esid-brest.resp-bur-secu@intradef.gouv.fr

BCRM de Brest - SID ATLANTIQUE

D.D-A/Bureau protection du secret

CC 16

Ces demandes de contrôle comprendront l'ensemble des versions informatiques des formulaires ainsi qu'une copie recto-verso de la CNI des personnels intervenants.

 Pour toute modification de personnel, une nouvelle demande doit être formulée en respectant les règles ci-dessus.

- À informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité signataire du marché ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Pour toute information supplémentaire concernant les documents liés à la sécurité de Défense et des systèmes d'information, le titulaire peut consulter le site armement.defense.gouv.fr.

10.2.3. Règles relatives à la sous-traitance

Si le titulaire envisage de sous-traiter certaines prestations, celui-ci s'engage :

- à produire les informations demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur au sujet des sous-traitants auxquels il fera appel au cours de l'exécution du marché, avant de leur attribuer un contrat aux fins de la réalisation d'une partie du marché.
- à transcrire les obligations issues de présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

Les employés occasionnels et les intérimaires sont autorisés, sous réserves du respect des obligations citées dans le présent article.

10.3. Protection de l'activité en zones militaires (**Généralités**)

Les règles ci-dessous font état de la majorité des situations pouvant être rencontrées par le titulaire.

Le lieu d'exécution du marché subséquent indiquera quelles règles seront appliquées.

Néanmoins certaines modalités pourront être adaptées et seront précisés dans le CCAP des marchés subséquents.

Pour les autres sites, les conditions seront précisées dans les marchés subséquents.

10.4. Protection de l'activité en zones militaires (**Si marché exécuté au sein de la BNB**)

Les prestations dues au titre du présent marché donneront accès aux personnels concernés du titulaire du marché, à des Points d'Importance Vitale (PIV). Ils reconnaissent avoir pris connaissance que ces sites relèvent de dispositions de contrôle et de protection spécifiques du Code de la défense au regard de sa sensibilité (Réf. [Articles R.132-4 & R.1332-1, II, 2° du Code de la défense](#)), notamment de l'[article L1332-2-1](#) et les [articles R1332-22-1 et suivants](#).

10.4.1. Mesures de sécurité relatives à l'accès au site

Seuls peuvent accéder au site les personnels ayant préalablement reçu une autorisation d'accès.

L'ensemble des dispositions relatives à l'accès au site sont disponible au [chapitre 3 du règlement d'accès du site](#) joint en [annexe 2 du présent CCAP](#).

10.4.2. Mise en œuvre

Le titulaire s'engage :

- A ne demander l'accès au site aux seuls personnels ayant un intérêt à accéder à l'enceinte de la base navale.

À cet effet, dès la notification du marché, le titulaire fera établir et signer par chaque personnel concerné le « fichier de biodata », dont le modèle est disponible en [annexe II appendice II.H du règlement BNB](#).

Ce fichier de biodata doit être dûment rempli et fourni sous format Excel.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis à vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire devra s'engager à tenir à jour la liste nominative.

Ces demandes seront transmises dans un délai maximum d'un (1) mois après notification ou trois (3) semaines à compter du démarrage de la période de préparation si cette dernière n'est pas déclenchée à la notification, au maître d'ouvrage défini [au 1.2.1 du présent document](#).

Pour toute modification de personnel une nouvelle demande doit être formulée en respectant les règles ci-dessus.

- À informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée du maître d'ouvrage ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire. Le titulaire ne peut émettre aucune réclamation liée au refus d'accès au site d'un personnel.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle.

Si dans le délai d'un (1) mois après la notification du marché ou trois (3) semaines à compter du démarrage de la période de préparation si cette dernière n'est pas déclenchée à la notification, le titulaire est dans l'impossibilité de justifier l'envoi d'un tableau bio data renseigné des personnels devant accéder au site, il sera appliqué une pénalité conformément à [l'article 9.2.6 du présent CCAP](#) sans préjudice des sanctions pénales.

Si le titulaire envisage de sous-traiter certaines prestations, celui-ci s'engage :

- À produire les informations demandées par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur au sujet des sous contractants auxquels il fera appel au cours de l'exécution du marché, avant de leur attribuer un contrat aux fins de la réalisation d'une partie du marché.
- À transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

10.4.3. Contrôle

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

10.5. Protection de l'activité en zones militaires (Si marché exécuté dans une Base aéronavale)

Les prestations dues au titre du présent marché donneront accès aux personnels concernés du titulaire du marché, à une zone protégée (ZP). Ils reconnaissent avoir pris connaissance que ces sites relèvent de dispositions de contrôle et de protection spécifiques du Code de la défense au regard de sa sensibilité (Réf. [Articles R.2361-1 à R2391-1 du Code de la défense](#)), notamment de [l'article L2362-1](#).

10.5.1. Mesures de sécurité relatives à l'accès au site

Seuls peuvent accéder au site les personnels ayant préalablement reçu une autorisation d'accès.

L'ensemble des dispositions relatives à l'accès au site sont disponible dans [l'annexe 2 du présent CCAP](#) relative aux conditions d'accès du site.

10.5.2. Mise en œuvre

La procédure d'accès au site et les délais de mise en œuvre sont définis indiquée supra ([10.3](#)

Le titulaire s'engage :

- A ne demander l'accès au site aux seuls personnels ayant reçu un avis favorable à un contrôle primaire.

À cet effet, dès la notification du marché, le titulaire fera établir et signer par chaque personnel concerné le « fichier de biodata », dont le modèle est à demander au maître d'ouvrage.

Ce fichier de biodata doit être dûment rempli et fourni sous format Excel.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis à vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire devra s'engager à tenir à jour la liste nominative.

Ces demandes seront transmises dans un délai maximum d'un (1) mois après notification, au maître d'ouvrage défini [au 1.2.1 du présent document](#).

Pour toute modification de personnel une nouvelle demande doit être formulée en respectant les règles ci-dessus.

- À informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée du maître d'ouvrage ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire. Le titulaire ne peut émettre aucune réclamation liée au refus d'accès au site d'un personnel.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle.

Si dans le délai d'un (1) mois après la notification du marché, le titulaire est dans l'impossibilité de justifier l'envoi d'un tableau bio data renseigné des personnels devant accéder au site, il sera appliqué une pénalité conformément à [l'article 9.2.6 du présent CCAP](#) sans préjudice des sanctions pénales.

Si le titulaire envisage de sous-traiter certaines prestations, celui-ci s'engage :

- À produire les informations demandées par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur au sujet des sous contractants auxquels il fera appel au cours de l'exécution du marché, avant de leur attribuer un contrat aux fins de la réalisation d'une partie du marché.
- À transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

10.5.3. Contrôle

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

10.6. Protection des données à caractère personnel

Conformément à [l'article 5.2 du CCAG-Travaux](#), chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est fortement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles donnent lieu à la signature d'un avenant, ou en l'absence d'accord, à une modification unilatérale par le maître de l'ouvrage.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de [l'article 50 du CCAG Travaux](#).

11. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

En plus de ce qui est prévu à [l'article 6 du CCAG Travaux](#), le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans [l'arrêté du 19 mai 2020](#) relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

En application de ce texte, il découle notamment les obligations suivantes :

- Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.
- En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire doit faire parvenir immédiatement :
 - Au chef de l'organisme utilisateur, pour les travaux effectués sous plan de prévention,
 - Au maître de l'ouvrage,

Une copie de la déclaration adressée à ces instances et, dès qu'elle est connue, la durée totale de l'arrêt de travail éventuel.

Par ailleurs, le titulaire informe également **trimestriellement** :

- L'organisme utilisateur,
- Le maître de l'ouvrage,
- Et, sur sa demande, l'inspection du travail compétente,

du nombre d'heures de travail pour ses salariés et sous-traitants, le nombre d'accidents du travail et le nombre de jours perdus, **en rapport avec l'exécution des marchés subséquents du présent accord-cadre.**

Enfin, le titulaire s'oblige à remettre au maître de l'ouvrage une copie de la déclaration des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles.

12. CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

12.1. Clauses sociales

12.1.1. Généralité

Afin de favoriser l'activité des personnes éloignées de l'emploi, il est fait application des dispositions de [l'article L. 2111-2 du Code De La Commande Publique](#), par le biais d'une condition d'insertion par l'activité économique.

[Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG](#) ces dispositions sont mises en œuvre dans les conditions ci-après.

- Cette démarche d'insertion est **exigée** pour les marchés subséquents **d'un montant supérieur à 100 K€ HT.**
- Le nombre d'heures consacré à l'insertion par l'activité économique est de **35 heures par tranche de 100 K€ H.T.**

Elle est mise en œuvre et contrôlée par contrat. Le titulaire doit réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les engagements figurent dans une annexe de l'Acte d'Engagement du marché subséquent.

12.1.2. Publics éligibles

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent de l'une des catégories suivantes :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (selon les critères définis par le Pôle Emploi) ;
- les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) en recherche d'emploi ou leurs ayants droits ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de [l'article L 5212-13 du code du travail](#), fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les bénéficiaires d'allocations : allocation supplémentaire d'invalidité, allocation spécifique de solidarité (ASS), allocation adulte handicapé (AAH), allocation de veuvage (AV) ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- les jeunes entre 16 et 25 ans de niveau infra 5 inférieur au CAP/BEP ;

- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail, c'est-à-dire les entreprises d'insertion (EI), entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), association intermédiaire (AI), atelier et chantier d'insertion (ACI) ;
- les personnes placées sous-main de justice et employées au sein des services de l'emploi pénitentiaire et des régies industrielles des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP) ;
- d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé du pôle emploi, des maisons
- de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

12.1.3. Objectif d'insertion

Le volume horaire d'insertion réservé aux personnes relevant des publics éligibles est défini en annexe à l'acte d'engagement du marché subséquent.

12.1.4. Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Le titulaire doit réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-avant, suivant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- par le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion avec une entreprise d'insertion (EI) ou une entreprise adaptée (AE) ou par le recours à des établissements et services d'aides par le travail (ESAT) ;
- par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par le titulaire du marché subséquent, ou en contrats d'alternance.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, contrat d'insertion professionnelle...) les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

12.1.5. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire se met en relation avec le facilitateur dont les coordonnées figurent dans l'annexe à l'acte d'engagement du marché subséquent.

Mission du facilitateur :

- Informer le titulaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'opérateur économique pour définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;
- Mettre en œuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion ;
- Identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés ;
- Informer et orienter l'opérateur économique en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) concernées par la spécificité du marché subséquent ;
- Sensibiliser les professionnels de l'emploi au secteur d'activité de l'entreprise ;
- Sensibiliser l'opérateur économique à la mise en place de parcours d'intégration individualisés pour des publics éloignés de l'emploi ou en découverte d'un nouveau métier ;
- Suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les opérateurs économiques ;

Au moment de l'attribution du marché subséquent, le représentant du maître d'ouvrage, le titulaire et le facilitateur se réunissent.

Mission du titulaire :

- Désigner un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage et du facilitateur.
- Transmettre à maître d'ouvrage dans le délai prévu par le marché subséquent et avant le 15 du mois suivant, tous renseignements utiles (notamment date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation trimestrielle d'heures d'insertion adressée par le facilitateur, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.
- Adresser au maître d'ouvrage un bilan semestriel récapitulatif de l'ensemble des factures adressées sur la période pour vérification et transmission au facilitateur. En retour, le facilitateur indique au titulaire le volume d'heures d'insertion à réaliser (tous les mois/trimestres/semestres).

Mission du maître d'ouvrage :

A l'initiative du maître d'ouvrage, une réunion de mise au point de l'action d'insertion se tient dans les jours suivant la notification du marché subséquent (délai prévu dans le CCAP du marché subséquent). Elle est organisée entre le titulaire, le maître d'ouvrage et le cas échéant le facilitateur.

Durant toute la période d'exécution du marché subséquent, le maître d'ouvrage peut organiser avec le titulaire et, le cas échéant le facilitateur, des réunions de suivi de la clause d'insertion.

12.1.6. Modalités de contrôle de l'action d'insertion

Pour le contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé dans l'acte d'engagement du marché subséquent, le représentant du maître d'ouvrage s'appuie sur le facilitateur.

A cet effet, le titulaire fournit au facilitateur, dans le mois suivant la notification du marché subséquent, tous les renseignements relatifs à sa mise en œuvre. Le défaut d'information entraîne l'application d'une pénalité conformément à l'[article 9.2.2 du présent CCAP](#).

À la demande du facilitateur, le titulaire fournit, dans le délai qui lui est imparti, tous renseignements utiles (attestation mensuelle d'heures d'insertion adressée par le facilitateur, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'[article 9.2.2 du présent CCAP](#).

En tout état de cause, le titulaire notifie au représentant du maître d'ouvrage, tout élément d'information, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

À l'issue du marché subséquent, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

À l'achèvement du marché subséquent, le titulaire présente l'attestation du facilitateur, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par l'entreprise.

12.1.7. Évaluation de l'action d'insertion professionnelle

Il sera procédé à l'évaluation de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :

- le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, établit pendant toute la durée du marché subséquent, un bilan annuel sur la base des bilans transmis par le titulaire ;
- Le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, rédige un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché subséquent.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

En complément de ces bilans, le maître d'ouvrage peut, à tout moment et durant l'exécution du marché subséquent, décider de faire un point d'avancement de la mise en œuvre de la clause d'insertion.

À l'achèvement du marché subséquent, le titulaire présente l'attestation du facilitateur, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par l'opérateur économique.

A l'issue du marché subséquent, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

Le titulaire conserve l'entière responsabilité de la (ou des) personnes) recrutée(s).

12.2. Clauses environnementales

12.2.1. Utilisation de bois certifié

Sans objet

12.2.2. Certificats d'Economies d'Energie (CEE)

Sans Objet.

12.2.3. Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)

Conformément à l'article 36.2.1 du CCAG travaux, pour tous les travaux susceptibles de produire des déchets, le titulaire établira un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED annexe 7).

Ce document décrit l'organisation technique de la gestion des déchets, dans lequel sont précisément décrites les mesures prises pour une bonne gestion des déchets (sensibilisation du personnel, tri prévu, logistique, traçabilité, filières de valorisation ou d'élimination).

12.3. Présentation des livrables

Tous les documents mis à disposition du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre seront de préférence au format dématérialisé et /ou sur supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (label FSC, PEFC ou équivalent).

13. COORDINATION DES ACTIVITÉS DU SITE

La coordination des activités sera assurée par le maître d'œuvre.

14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le régime des droits de propriété intellectuelle applicable est le régime de cession des droits à titre exclusif au maître d'ouvrage. En effet, conformément à l'article 48.2 du CCAG Travaux, les résultats issus de l'accord-cadre sont confidentiels. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations de l'accord-cadre, sauf autorisation préalable et expresse du maître d'ouvrage.

15. CLAUSES INCITATIVES : ACHATS RESPONSABLES AU SEIN DU MINISTRE DES ARMEES

15.1. Incitation à la démarche de certification « relations fournisseurs responsables (RFR) » et de labellisation « relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) »

Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables », (RFAR) adossé à la norme ISO 20400:2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses accords-cadres, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA)) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information :

15.2. DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION

Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « *Certificat de bonne exécution de marché* », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, si le contrat est résilié aux torts du titulaire.

La demande d'attribution du CBEM est à adresser au service d'achat qui lui a notifié le marché.

16. DIFFÉRENDS ET LITIGES

16.1. Décompte général refusé ou avec réserves

En dérogation de [l'article 12.4.3 du CCAG Travaux](#) relatif au décompte général :

Si la signature du décompte général du marché subséquent est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires en reprenant, sous peine de forclusion, les réclamations déjà formulées antérieurement et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif.

Ce mémoire doit être remis au maître d'œuvre dans un délai de trente (30). Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à [l'article 55 du CCAG travaux](#).

16.2. Mémoire en réclamation

1. Lorsque le titulaire du marché subséquent n'accepte pas la proposition du maître d'ouvrage de l'accord-cadre ou le rejet implicite de sa demande, il doit, sous peine de forclusion, dans un délai de trente (30) jours, le faire connaître par écrit au maître d'ouvrage en lui faisant parvenir, le cas échéant, aux fins de transmission au maître de l'ouvrage, un mémoire complémentaire développant les raisons de son refus.

Si un différend survient directement entre le maître d'ouvrage et le titulaire, celui-ci doit adresser un mémoire en réclamation à ladite personne aux fins de transmission au maître de l'ouvrage.

Par dérogation à [l'article 55.1.2 du CCAG travaux](#), après avis du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

2. La décision à prendre sur les différends prévus ci-dessus appartient au maître de l'ouvrage.

Si le titulaire ne donne pas son accord à la décision prise, les modalités fixées par cette décision sont appliquées à titre de règlement provisoire du différend, le règlement définitif relevant des procédures contentieuses.

Par dérogation à [l'article 55.1.4 du CCAG travaux](#), lorsque le maître d'ouvrage n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du titulaire, ce dernier doit, sous peine de forclusion, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la notification de la décision du maître d'ouvrage ou à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet, adresser directement au directeur central du service d'infrastructure de la défense (avec copie adressée au représentant du maître d'ouvrage), un mémoire complémentaire, développant les motifs de sa contestation, à l'adresse suivante :

Direction centrale du service d'infrastructure de la défense
Département stratégique et pilotage de l'achat d'infrastructure
Section assistance juridique des marchés d'infrastructure
3 rue de l'indépendance américaine
CS 80601
78013 VERSAILLES CEDEX

La décision relative au règlement de ce différend appartient au directeur central qui dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours pour étudier la réclamation du titulaire.

Si le titulaire n'accepte pas la décision du directeur central, le règlement définitif du différend relèvera des procédures fixées aux [articles 55.3 et 55.4 du CCAG travaux](#).

Par dérogation aux [articles 55.2.1 et 55.2.3 alinéa 2 du CCAG travaux](#), les parties ne pourront pas avoir recours à la conciliation ou à l'arbitrage.

16.3. Droit applicable

Le présent accord-cadre est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché, et sans préjudice des dispositions de [l'article 55 du CCAG Travaux](#), la contestation sera portée devant le :

Tribunal Administratif de Rennes (35) :

3, Contour de la Motte - CS 44416 - 35044 Rennes Cedex

Tél : 02 23 21 28 28

16.4. **Mission ministérielle PME/PMI**

Le Ministère des Armées dispose d'une structure de médiation constituée par la mission PME. Le titulaire pourra éventuellement bénéficier de l'assistance de cette entité en la contactant aux coordonnées suivantes :

Tél : 01 42 19 84 02 - Courriel : missionministerielle.pme@defense.gouv.fr

17. DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC « E-ATTESTATION »

17.1. Présentation du dispositif « e-Attestation »

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

« e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,...

Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

17.2. Document à produire

Le titulaire du marché subséquent doit remettre à l'acheteur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux [articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail](#), soit :

- Une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ([articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail](#)) ;
- Un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, l'acheteur peut résilier le marché subséquent dans les conditions prévues à l'article [18 du présent CCAP](#).

18. RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE OU DU MARCHÉ SUBSÉQUENT

Le maître d'ouvrage peut résilier l'accord-cadre ou les marchés subséquents dans les cas prévus aux articles [L. 2195-1 à L. 2195-6 du code de la commande publique](#).

Les cas de résiliation sont également décrits aux [articles 49 et 50 du CCAG Travaux](#).

Le titulaire du marché subséquent doit remettre au maître d'ouvrage ou son représentant, tous les 6 mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents, une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 mois ([articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail](#)).

Il doit fournir également la pièce prévue à l'[article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail](#). Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux [articles L. 5221-2 du code du travail](#). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

En cas de non-remise de ces documents, le maître d'ouvrage peut résilier l'accord-cadre et ou ses marchés subséquents aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours.

Le titulaire doit s'acquitter des formalités mentionnées aux [articles L. 8222-3 à L. 8222-5 du code du travail](#).

En cas de signalement par écrit de l'inspection du travail relatif au non-paiement total ou partiel du salaire minimum légal dû à un salarié détaché au sens de [l'article L1261-3 du code du travail](#) intervenant pour le compte du titulaire d'un marché subséquent, le maître d'ouvrage ou son représentant peut résilier l'accord-cadre et ses marchés subséquents aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Cette mise en demeure est notifiée par écrit et est assortie d'un délai de 7 jours laissé au titulaire pour se conformer à ses obligations.

En cas de résiliation du marché subséquent, le décompte de liquidation, établi en application de [l'article 51.2 du CCAG travaux](#), pourra être signé de manière électronique.

19. DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

L'ARTICLE DU CCAP	DÉROGE A L'ARTICLE DU CCAG TRAVAUX
1.2.3	28.5
2	4.1
2.3	4.1
3.1.2	3.8
3.1.3	3.7.2
4.1.1	10.1
4.3.1	9.4.2
4.3.4	10.5
6.3.1	28.1 et 28.2
6.3.2	29.1.5
6.3.4.6	31.11
6.3.4.7	31.3
6.3.5.3	34
7.1	41.3
7.9	8.1.3
9.3	19.1
12.1.1	20.1
15.2	55.1.2, 55.1.4, 55.2.1 et 55.2.3